

## DE LA RÉSERVE À LA RUE

De plus en plus d'autochtones errent dans les rues de Montréal. Sans le sou. Sans abri. Le rêve d'une vie meilleure brisé.

PAGES A2 ET A3



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

## ÉDUCATION QUAND LES DEVOIRS DEVIENNENT UN JEU D'ENFANT

ARTS/ACTUEL PAGE 8

## BANC D'ESSAI UNE CATAPULTE NOMMÉE GT-R

L'AUTO PAGE 12



## ÉLECTIONS COMPLÉMENTAIRES L'ADVERSAIRE D'AUJOURD'HUI: LE TAUX DE PARTICIPATION

PAGE A4

Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**  
À la surprise générale, Maxime Bernier n'a pas remporté d'Olivier hier.

Venez voir mon blogue! [cyberpresse.ca/laporte](http://cyberpresse.ca/laporte)



cyberpresse.ca

# LA PRESSE



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

## GALA LES OLIVIER

# BON POUR L'EGO!

Martin Matte rafle quatre prix, dont celui du spectacle d'humour de l'année...  
... mais Louis-José Houde a le dernier rire. ARTS ET SPECTACLES PAGES 1 ET 3

# Les psychiatres menacent de sortir des prisons

Les médecins dénoncent « les conditions de tiers-monde » qui sévissent dans les infirmeries des centres de détention

KATIA GAGNON

Les psychiatres de l'Institut Philippe-Pinel, qui visitent régulièrement les prisons montréalaises afin de donner des soins aux détenus souffrant de problèmes psychiatriques, pourraient mettre fin à leurs visites si des changements profonds ne sont pas apportés au traitement « inhumain » réservé aux malades dans les centres de détention gérés par Québec.

La prison pour femmes de Tanguay pourrait ainsi se retrouver sans services psychiatriques dès le mois de juin puisque les deux médecins qui y officient actuellement ont annoncé leur intention de partir, nous ont indiqué plusieurs sources près du dossier.

Et les psychiatres qui desservent les prisons de Bordeaux et de Rivière-des-Prairies pourraient eux aussi cesser leurs services d'ici quelques mois si les choses ne changent pas dans les « infirme-

ries », les lieux où l'on garde les détenus atteints de problèmes psychiatriques.

Le Dr Jocelyn Aubut, directeur général de Pinel, tente présentement de renégocier de nouvelles conditions de vie pour les détenus, et de nouvelles conditions d'exercice pour ses médecins, puisque l'entente qui lie l'Institut Philippe-Pinel et les services correctionnels arrive bientôt à échéance.

► Voir SOINS en page A11



PHOTO AP

## COURSE CONTRE LA MORT

L'aide entre au compte-gouttes en Birmanie mais, faute d'eau potable et de mesures sanitaires, le bilan du cyclone Nargis pourrait atteindre jusqu'à 1,5 million de morts, averti hier l'ONG Oxfam, alors qu'un bateau transportant des produits de première nécessité faisait naufrage. Notre compte rendu en page A13.

## VITAMINE D SANTÉ CANADA RÉVISE SA POSITION

PAGE A8

## LE MIRACLE BRÉSILIEN CONSACRÉ

RICHARD DUPAUL  
LA PRESSE AFFAIRES PAGE 2

## Le bilinguisme est une compétence

YVES BOISVERT  
PAGE A5

## Poissons: alerte dans votre assiette

MARIE-CLAUDE LORTIE  
PAGE A9

# Vous entendez mais ne comprenez pas toujours !

## Nouvelle technologie 100% numérique

- Réduction des bruits de fond - Maximisation de la parole

Une prothèse auditive SANS FRAIS ET SANS LIMITE D'ÂGE selon les règles de la RAMQ.



Adaptée avec précision à vos besoins!

ENTREPRISE FAMILIALE DEPUIS 40 ANS

## Laflamme & Associés

Audioprothésistes

(514) 849-4500

Montréal, 525, rue Sherbrooke Est

www.laflammeetassocies.com

Longueuil, Saint-Hilaire, Saint-Jean, Laval, Granby - 1 800 422-6181

Le modèle illustré n'est pas couvert par la RAMQ.

# AUTOCHTONES DE LA RÉSERVE À LA RUE



PHOTO ANDRÉ PICHETTE. LA PRESSE

Montréal compte un seul centre d'hébergement d'urgence pour les autochtones. « La nourriture se résume à des toasts, sauf si on a des donations », explique Tatum Crane, intervenante chez Projet autochtone Québec (PAQ).

## D'UN CUL-DE-SAC

LES AUTOCHTONES ÉCHOUENT DE PLUS EN PLUS NOMBREUX DANS LES RUES DE MONTRÉAL, OBSERVENT LES ORGANISMES D'AIDE ET LES AUTORITÉS. ILS QUITTENT LEURS RÉSERVES OÙ LES CONDITIONS DE VIE SONT SOUVENT DIFFICILES DANS L'ESPOIR DE TROUVER L'ELDORADO À MONTRÉAL. ÇA FONCTIONNE POUR LA MAJORITÉ, MAIS POUR CERTAINS, LE RÊVE EST DE COURTE DURÉE. D'UN CUL-DE-SAC À L'AUTRE.



HUGO MEUNIER

À l'intersection Ontario et Saint-Laurent, un jeune homme, ivre mort, hurle après tout ce qui bouge. À première vue, une scène banale de la condition de sans-abri. Mais cette fois, le visage est différent et de plus en plus visible dans les rues de Montréal. Ce visage a les yeux en amandes, les cheveux noirs lisses et les yeux de jais. C'est celui de Sam, un Inuit de 26 ans.

On estime aujourd'hui à 560 le nombre d'autochtones sans abri dans la métropole. Déracinés, parfois en état de choc, ils se retrouvent souvent perdus dans le tourbillon de la ville.

« Quand il est arrivé ici, Sam était un bon gars. Là, on dirait qu'il a fait la guerre, qu'il est possédé du démon », soupire Joey Saganash, patrouilleur de rue pour le Centre d'amitié autochtone de Montréal (CAAM).

Flanqué d'une petite équipe, il écume la ville à bord d'une fourgonnette les soirs de semaine. L'organisme donne de la nourriture, des couvertures et un brin d'attention aux sans-abri autochtones, concentrés dans certains recoins de la ville.

La phrase mohawk « Ka' wáhse » (où vas-tu?) est inscrite sur le vieux

véhicule blanc. Un capteur de rêve est suspendu au rétroviseur. À bord s'entassent Brett Pineau, le responsable, Arlene et Joey, les patrouilleurs, Aaron, le bénévole et Penelope, l'infirmière. « La clientèle débarque surtout des réserves. Elle vient chercher des soins dans des hôpitaux ou visiter des proches, mais elle s'enfange dans des problèmes d'alcool. C'est vraiment des gens déracinés », explique Penelope Boudreault, un brassard de l'organisme Médecins du monde au bras.

À Montréal, l'alcool et la drogue coûtent moins cher et sont plus accessibles que dans les réserves. Le terrain de jeu idéal pour plusieurs. Neil Stanger est de ceux-là. À Montréal depuis six mois, il a quitté la réserve de Timiskaming, en Abitibi-Témiscamingue, pour tenter sa chance dans la métropole. « J'essaie de trouver un appartement et un travail parce qu'il n'y a pas d'avenir sur la réserve. J'aimerais sortir de la rue et être charpentier », explique cette armoire à glace de 25 ans.

En réalité, il passe ses journées à quêter et à boire. Il avoue trouver étourdissant le fait de troquer une réserve de 600 habitants pour la métropole.

Comme pour Neil, la désillusion est parfois grande pour les autochtones qui s'installent en ville. « Certains pensent arriver ici, trouver un logement et une job. Sauf qu'ici ce n'est pas ton voisin qui te donne un travail comme en communauté. Ça prend des

### SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 6	Loteries	A 13
Décès	ARTS 12	Monde	A 12 et 13
Forum	A 14 et 15	Petites annonces	ARTS 10 et AFFAIRES 4
Horaire télévision	ARTS 4	Sudoku	AFFAIRES 4

### Météo

Ciel variable, maximum 19, minimum 8. ARTS 12

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

[nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

[commentaires@lapresse.ca](mailto:commentaires@lapresse.ca)

## Un manque de

HUGO MEUNIER

Montréal compte un seul centre d'hébergement d'urgence pour les sans-abri autochtones. À côté du bâtiment de la rue De la Gauchetière, d'autres centres d'hébergement, comme la mission Old Brewery, ressemblent à des hôtels cinq étoiles.

Un plancher de béton, une douzaine de lits séparés par de minces cloisons, une corde jaune pour suspendre le linge, une salle de bain,

une télé et une cuisine: voilà à quoi se résume l'endroit.

Comme les lits sont presque toujours occupés, les résidents utilisent un vieux divan rouge et parfois même le sol pour dormir. « La nourriture se résume à des toasts, sauf si on a des donations », explique Tatum Crane, intervenante chez Projet autochtone Québec (PAQ), qui héberge des gens depuis quatre ans.

Le manque de ressources, additionné à l'augmentation de la popu-

# AUTOCHTONES DE LA RÉSERVE À LA RUE



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Le Centre d'amitié autochtone de Montréal écume les rues de la métropole pour distribuer des vivres et des couvertures aux sans-abri autochtones. « On ne vit pas dans la rue, mais on profite de la nourriture quand la caravane passe », explique une femme, accompagnée de son amie en marchette.

## À L'AUTRE

papiers d'identité et les ressources ne frappent pas à ta porte », souligne Joey Saganash.

### Des divisions abolies

Vers 17h, la fourgonnette blanche s'ébranle. Si la quasi-majorité des autochtones installés à Montréal travaillent et mènent une vie sans histoire, les clients de l'unité mobile ont moins de chances.

Ils sont Algonquins, Cris, Hurons, Inuits, Mohawks ou autres et proviennent des réserves éparpillées dans la province, dont Kuujuaq, Salluit, Lac-Simon, Pikogan et Manouane. Sous cette mosaïque autochtone québécoise se cachent souvent la misère, les préjugés, mais aussi les tensions raciales entre les nations.

Dans les rues de Montréal, cependant, les différentes nations tendent à mettre les divisions de côté. Les autochtones vont plutôt se regrouper entre eux, vivre « tricoté serré » dans l'univers des Blancs.

Avec la saison chaude, les autochtones sont plus nombreux à migrer vers Montréal. À la différence des Blancs, ils proviennent souvent d'endroits extrêmement pauvres, où plusieurs ont vécu toutes sortes d'abus. « Les Algonquins du Lac-Barrière vivent dans des conditions épouvantables: ils n'ont pas d'eau courante, d'électricité ou d'école », rappelle M. Pineau.

Selon lui, les sans-abri autochtones ont un instinct de survie plus déve-

loppé que les Blancs, en plus d'avoir un plus grand seuil de tolérance aux intempéries. « Ils sont par contre souvent dépassés lorsqu'ils débarquent en ville, comme un choc post-traumatique », explique Arlene. L'intervenante se souvient de cette adolescente autochtone fraîchement débarquée à Montréal, apeurée devant l'escalier mécanique d'un métro.

Par ailleurs, les autochtones s'expriment rarement en français, ce qui

**« Certains pensent arriver ici, trouver un logement et une job. Sauf qu'ici ce n'est pas ton voisin qui te donne un travail comme en communauté », explique le patrouilleur de rue Joey Saganash.**

complique leurs chances de dénicher un boulot. « Certains ont été isolés toute leur vie et doivent faire des signes avec leurs mains pour se faire comprendre », souligne Joey.

Brett Pineau, de son côté, souligne que la consommation de drogue est moins répandue chez les autochtones. « Il y a autant d'alcooliques blancs, mais les autochtones sont plus visibles et bruyants », ajoute-t-il.

Chez les femmes sans abri, la prostitution fait des ravages.

La fourgonnette s'immobilise devant l'Hôpital général pour enfants. Plusieurs Inuits habitent la rue Tupper, à quelques mètres.

Ceux sans domicile fréquentent le carré Cabot de l'autre côté de la rue.

À l'arrivée du véhicule, deux femmes viennent se procurer de la nourriture et des couvertures. L'une d'elles a le dos voûté, porte un coton ouaté du Québec et pousse une marchette. « Nous sommes à Montréal depuis longtemps. On ne vit pas dans la rue, mais on profite de la nourriture quand la caravane passe », explique son amie, dans un anglais approximatif.

font la fête. Complètement ivres, ils bondissent de joie à la vue de la fourgonnette.

Parmi eux il y a Levi, 40 ans, originaire d'une réserve proche de la baie d'Hudson. Il vit à Montréal depuis huit ans. Éméché, incohérent, les longs cheveux dans le visage et une casquette enfoncée sur la tête, Levi raconte s'être enfui de la réserve parce que des gens dangereux lui en voulaient. Dans un bon français, il explique trouver la vie difficile à Montréal. « Les gens sont parfois très racistes et nous disent: "Retourne dans le Nord" », souligne-t-il, avant de retourner à sa grosse bière.

De retour au coin Saint-Laurent et Ontario, à la fin de la tournée, Sam est toujours là. Cette fois, il amuse deux jeunes femmes autochtones en titubant, toujours ivre, les pantalons aux genoux.

### LES AUTOCHTONES EN CHIFFRES

Selon un recensement effectué en 2006 par Statistique Canada, il y a 7600 autochtones à Montréal et 108 425 dans la province entière. La majorité proviennent des 11 nations du Québec, soit les Algonquins, Attikameks, Abenakis, Cris, Hurons, Innus, Inuits, Malécites, Micmacs, Mohawks et Naskapis.

## ressources inquiétant

lisation autochtone dans les rues de Montréal, inquiète les intervenants du milieu. « On n'a pas 400 places, on n'a pas besoin du même budget que ces centres. Mais on est de plus en plus et il faut toujours se battre pour avoir de l'argent », souligne M<sup>me</sup> Crane.

Le financement des organismes d'aide aux autochtones relève de Services Canada. Le manque de ressources force le centre à ouvrir uniquement de 19h à 7h. Difficile donc d'aider la clientèle en dehors

des heures ouvrables, souligne M<sup>me</sup> Crane.

Certains autochtones préfèrent rester entre eux plutôt que de se mêler aux Blancs dans d'autres ressources pour sans-abri. C'est le cas de Billy, un Micmac né à Montréal. Il s'est retrouvé dans la rue il y a cinq ans, lorsque sa femme l'a mis à la porte. « Ici, c'est très dur », marmonne l'homme de 48 ans. Derrière lui, Stéphane, un Montagnais, étend de la marmelade sur une rôtie. C'est

la quête d'un travail qui l'a amené à Montréal... il y a à peine quelques jours. « Je suis prêt à faire n'importe quoi. Il n'y a pas d'ouvrage dans mon bout », explique le natif de la réserve de Pointe-Bleue, au Lac-Saint-Jean. Selon lui, la discrimination est pire dans les villes voisines des réserves.

Les femmes autochtones disposent elles aussi d'un centre d'hébergement de 15 lits rue Saint-Jacques. L'adresse demeure secrète, puisque la clientèle est constituée de sans-abri et de fem-

mes aux prises avec des problèmes de violence conjugale et de prostitution.

Responsable des dossiers de développement social et communautaire de la Ville de Montréal, en plus d'être mairesse d'Auntsic-Cartierville, Marie-Andrée Beaudoin s'inquiète également de la recrudescence du nombre d'autochtones dans la rue. « Il y a une barrière culturelle et linguistique lorsqu'ils arrivent à Montréal », souligne-t-elle. M<sup>me</sup> Beaudoin estime devoir rapidement établir un plan d'intervention avec les intervenants concernés.

POLITIQUE

Élections complémentaires aujourd'hui

# L'adversaire : le taux de participation



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Le candidat de l'ADQ dans Bourget, Denis Mondor, a rencontré hier des électeurs au parc Bellerive face au fleuve St-Laurent. Selon le politologue Réjean Pelletier, c'est Mario Dumont qui a le plus à perdre dans cette élection partielle.

VIOLAINE BALLIVY

Trois scrutins, 20 candidats, un seul adversaire: le taux de participation. Les élections complémentaires qui auront lieu aujourd'hui dans trois circonscriptions du Québec semblent susciter bien peu d'enthousiasme de la part des électeurs et les résultats du vote par anticipation ne sont pas de bon augure.

Le Directeur général des élections a commencé le dépouillement: les taux de vote par anticipation qui a eu lieu la semaine dernière seraient moins élevés que lors des dernières élections, dépassant à peine les 5 %.

« On a l'impression que notre position a été prise pour acquis, aussi bien par ceux qui pensent gagner que ceux qui pensent perdre, et que les candidats n'ont pas fait beaucoup d'efforts. »

Dans Hull, la chute est impressionnante: les électeurs seraient même presque deux fois moins nombreux à s'être prononcés qu'en 2007 (5,97 %, contre 10,70 %).

Ces résultats ne sont pas définitifs, mais « notre plus grand défi, c'est de mobiliser les électeurs. J'ai passé la journée avec des citoyens décrocheurs pour les convaincre de l'importance de soutenir la démocratie », a relevé hier Maka Kotto, candidat du Parti québécois dans Bourget. Cette fois, son discours était identique à celui de la plupart de ses opposants des autres partis interrogés par *La Presse*.

« À mon avis, le taux de participation ne dépassera même pas les 20 % », observait aussi hier Michel Veilleux, un électeur qui dit avoir bien suivi la campagne

et l'avoir trouvée « terriblement tranquille ». « On a l'impression que notre position a été prise pour acquis, aussi bien par ceux qui pensent gagner que ceux qui pensent perdre, et que les candidats n'ont pas fait beaucoup d'efforts », a-t-il regretté.

« Personne n'est venu chez moi. Je me sens bien plus concerné par les primaires américaines que par les élections de ma circonscription », a aussi remarqué Serge Blais. Sur la promenade Bellerive, où les candidats de Bourget ont pourtant multiplié les apparitions publiques et les pancartes électorales, des passants confient qu'ils ne peuvent pas nommer un seul des

M. Pelletier. Si ces pronostics se confirment aujourd'hui dans les trois circonscriptions, « ce sera très mauvais pour le parti ». L'ADQ a mis le paquet en présentant deux candidats vedettes à Montréal: l'ex-bâtonnier du Québec, Denis Mondor dans Bourget, et l'ancienne conseillère économique de Mario Dumont, Diane Bellemare, dans Pointe-aux-Trembles.

En 2007, l'ADQ y a obtenu son meilleur score dans l'île et Mario Dumont compte bien faire élire son premier député du 514 aujourd'hui. « C'est lui qui a le plus à perdre, il a mis tellement d'énergie dans la campagne », dit M. Pelletier.

À l'opposé, le Parti libéral pourrait prendre du galon. Les élections complémentaires sont souvent l'occasion pour les électeurs d'exprimer leur mécontentement envers le gouvernement en place. Or, le taux de satisfaction du gouvernement Charest a atteint un sommet dans le dernier sondage Léger Marketing publié à la mi-avril.

« S'il y a un changement, ce sera l'élection de la candidate libérale (Lyn Thériault) dans Bourget », a relevé hier M. Pelletier.

Souvent qualifiée de bastion péquiste, la circonscription n'en est d'ailleurs pas tout à fait un: les libéraux l'ont détenue de 1985 à 1994.

Ailleurs, le politologue estime que le statu quo est le cas de figure le plus probable, avec l'élection de Nicole Léger dans Pointe-aux-Trembles et de la libérale Maryse Gaudreault à Hull, en avance de 20 points sur le Parti québécois dans le sondage Segma.

Ces élections seront aussi un test pour le Parti indépendantiste, formé il y a trois mois à peine, et qui présentera donc pour la première fois des candidats dans les trois circonscriptions.

**L'ÉVÈNEMENT BEAU TEMPS MAUVAIS TEMPS DE SUBARU**

## DERNIÈRE CHANCE D'EN PROFITER !



**IMPREZA 2.5i 4 PORTES 2008**

**TAUX DE LOCATION À PARTIR DE 0,9%**

**219\$ /MOIS**

24 MOIS. TAXES EN SUS

**QUELQUES POINTS FORTS**

- Système de traction intégrale symétrique à prise constante
- Moteur BOXER SUBARU 2,5 litres
- 170 chevaux de puissance et plus
- Climatiseur avec système de filtration d'air
- Chaîne audio AM/FM avec lecteur CD/MP3/WMA



**IMPREZA 2.5i 5 PORTES 2008**

**TAUX DE LOCATION À PARTIR DE 0,9%**

**229\$ \*\* /MOIS**

24 MOIS. TAXES EN SUS

« Meilleur choix sécurité »<sup>†</sup> **Impreza 2008** – avec contrôle de stabilité électronique. Catégorie : Petite berline – L'Institut des assureurs américains (www.iihs.org)

INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY

**OFFRES APPLICABLES SUR LES MODÈLES LEGACY BERLINE ET FAMILIALE 2008.**

**TAUX DE LOCATION À PARTIR DE 0,9 % SUR 24 MOIS\* PLUS 1 500 \$ DE REMISE EN ARGENT SUR LA LEGACY BERLINE\*\***

OU

**TAUX DE LOCATION À PARTIR DE 0,9 % SUR 24 MOIS\* PLUS 2 000 \$ DE REMISE EN ARGENT SUR LA LEGACY FAMILIALE\*\*\***

Renseignez-vous sur les offres de financement.

OU

**CRÉDIT AU COMPTANT DE : 4 000 \$<sup>‡</sup>**



LEGACY BERLINE



LEGACY FAMILIALE

**Traction intégrale**



SUBARU SAINT-JÉRÔME  
SAINT-JÉRÔME  
CARREFOUR SUBARU AUTO  
SAINTE-ROSE, LAVAL

JOLIETTE SUBARU  
JOLIETTE  
LACHUTE SUBARU  
BROWNSBURG

CONCEPT AUTOMOBILES  
GRANBY  
JOHN SCOTTI SUBARU  
ANJOU

SUBARU AUTO CENTRE  
MONTREAL  
SUBARU DE LAVAL  
ADM AUTOMOBILES

SUBARU RIVE-SUD  
GREENFIELD PARK  
SUBARU SAINTE-AGATHE  
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS

SUBARU SAINT-HYACINTHE  
SAINT-HYACINTHE  
SUBARU REPENTIGNY  
REPENTIGNY

SUBARU DES SOURCES  
DOLLARD DES ORMEAUX

† La Impreza 2008 a obtenue la cote « Bonne » pour la protection en cas d'impact frontal, latéral et arrière dans la catégorie : petite berline. La cote « Bonne » est la plus élevée attribuée par l'Institut des assureurs américains (IIHS) lors des essais d'impact individuels. La cote « Bonne » ainsi que l'option de contrôle de stabilité électronique (ESC) sont nécessaires pour être qualifié « Meilleur choix sécurité ». (www.iihs.org) \*Pour le modèle Impreza 2.5i 4 portes 2008 (8F1BP) : paiements mensuels de 219 \$ basés sur un bail de 24 mois, 0 \$ de dépôt de sécurité. Comptant 2 866,79 \$ (taxes en sus) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 3 554,20 \$ (taxes incluses). \*\* Pour le modèle Impreza 2.5i 5 portes 2008 (8G1BP) : paiements mensuels de 229 \$ basés sur un bail de 24 mois, 0 \$ de dépôt de sécurité. Comptant 2 736,00 \$ (taxes en sus) ou échange équivalent. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 3 417,85 \$ (taxes incluses). Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Taxes sur les pneus neufs incluses. Frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers inclus. 20 000 km par année, 15 c du km excédentaire. Transport et préparation inclus. † Le taux nominal de 0,9 % pour une location de 24 mois est applicable aux modèles Legacy 2.5i berline et familiale 2008 (8A1BP et 8B1BP) seulement. †† Les clients qui profitent d'un programme de location recevront un crédit en argent de 1 500 \$ pour le modèle Legacy berline 2.5i 2008 (8A1BP). ††† Les clients qui profitent d'un programme de location recevront un crédit en argent de 2 000 \$ pour le modèle Legacy familiale 2.5i 2008 (8B1BP). † Le crédit de 4 000 \$ est offert uniquement à l'achat au comptant de la Legacy 2.5i berline et familiale 2008 (8A1BP et 8B1BP). Le crédit en argent comptant et le taux nominal ne peuvent être combinés. D'autres crédits en argent comptant sont aussi offerts sur certains modèles 2008 admissibles non-inscrits. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Offres applicables sur approbation de crédit par GMAC. Pour plus d'information sur toutes ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Photos à titre indicatif seulement. Offres valables jusqu'au 31 mai 2008.

À SAVOIR

**OÙ VOTER?**  
135 989 Québécois sont appelés aux urnes aujourd'hui. Ils pourront s'exprimer entre 9h30 et 20h dans l'un des 64 bureaux de scrutin et 523 urnes mises à leur disposition. Les électeurs peuvent consulter le www.electionsquebec.qc.ca ou appeler le 1-888-353-2846 pour connaître l'adresse de leur bureau de scrutin. Chaque électeur devra présenter une pièce d'identité avec photo (carte d'assurance maladie, permis de conduire, passeport, certificat de statut d'Indien ou carte d'identité des Forces canadiennes).

**POUR QUI VOTER?**  
Vingt candidats se disputent trois sièges vacants à l'Assemblée nationale. Deux font campagne à titre d'indépendants. Québec solidaire, le Parti vert, le Parti québécois, le Parti libéral, le Parti indépendantiste et l'Action démocratique ont tous présenté des candidats dans les trois circonscriptions. En 2007, le Parti québécois avait remporté la mise dans Bourget (Diane Lemieux, 41% des votes) et Pointe-aux-Trembles (André Boisclair, 47% des votes), tandis que le Parti libéral avait fait élire Roch Cholette (42%).

— Source: Directeur général des élections du Québec

MULRONEY-SCHREIBER

## Harper accusé de retarder l'enquête

Six mois après avoir annoncé la tenue d'une enquête publique sur l'affaire Mulroney-Schreiber, le premier ministre Stephen Harper n'a toujours nommé personne pour présider l'enquête ni défini son mandat officiel.

Cette situation rend les porte-parole de l'opposition de plus en plus impatients. Le député libéral Robert Thibault croit que M. Harper planifie depuis le début d'appuyer l'enquête tout en s'assurant de la retarder, dans l'espoir que des élections fédérales soient déclenchées avant qu'il n'ait à prendre de décision. Le porte-parole néo-démocrate en matière d'éthique, Pat Martin, soupçonne aussi M. Harper d'avoir les élections à l'oeil. Il n'est toutefois pas certain que le premier ministre risquerait d'amorcer sa campagne électorale sans avoir fait quoi que ce soit pour tenir sa promesse.

— La Presse Canadienne

# Le bilinguisme est une compétence



**YVES  
BOISVERT**  
CHRONIQUE

Faut-il que les neuf juges de la Cour suprême soient bilingues?

Depuis que Michel Bastarache a annoncé sa démission de la Cour suprême, en avril, le débat est lancé.

Débat qui nous révèle deux choses. La première, c'est que la culture du bilinguisme plaigne quand elle ne recule pas au Canada anglais, comme le constatait Graham Fraser avant de devenir commissaire aux langues officielles.

La deuxième, paradoxalement, est qu'à la Cour suprême, le bilinguisme a fait de tels progrès qu'il est devenu gênant d'y être unilingue. Le seul dans ce cas est le juge Marshall Rothstein, originaire du Manitoba, nommé en 2006. Les huit autres peuvent écouter les plaidoiries dans les deux langues sans avoir recours à la traduction simultanée.

Le juge Rothstein remplaçait John Major, de l'Alberta, qui était aussi le seul unilingue anglophone de la Cour. On n'était pas étonné de lire, vendredi, une déclaration de l'ex-juge Major affirmant qu'à son point de vue,

la connaissance du français (ou de l'anglais, bien sûr!) n'est pas une exigence pour cette haute fonction judiciaire.

Les services d'interprète et de traduction de la Cour sont excellents, a dit M. Major, et il serait «regrettable» qu'on choisisse le prochain juge en imposant ce critère et non simplement en se fondant sur la seule compétence juridique.

## N'est-il pas pertinent, pour saisir la notion d'intérêt national, de comprendre les deux langues officielles?

Pour certains, le bilinguisme ne fait pas partie des compétences d'un juge, même à ce haut niveau, où toutes les causes doivent revêtir un «intérêt national». N'est-il pas pertinent, pour saisir la notion d'intérêt national, de comprendre les deux langues officielles? D'avoir un accès direct à la langue d'une des deux cultures juridiques canadiennes?

Aux yeux de bien des anglophones à l'extérieur du Québec,

la connaissance du français demeure une sorte de compétence transversale, mais pas dans le sens où l'entend notre ministère de l'Éducation. Transversale dans le sens qu'elle vous reste dans le travers de la gorge.

Les temps ont tout de même changé formidablement et on n'imaginerait plus, je crois, un juge en chef unilingue. Berveley MacLachlin parle un très bon français, les autres juges anglophones un français excellent. Il fut même un temps, il y a cinq ans, où la Cour avait cinq francophones sur neuf juges (trois du Québec, plus Louise Arbour de l'Ontario et Michel Bastarache du Nouveau-Brunswick). Et ils sont compétents en droit aussi!

Il n'y a pas si longtemps, pourtant, en 1975, lors d'une très officielle cérémonie pour célébrer le centenaire de la Cour suprême, le juge en chef Bora Laskin avait fait un discours sans prononcer un seul mot de français.

Jules Deschênes, alors juge en chef de la Cour supérieure, en avait été scandalisé. Dans ses mémoires, et dans une entrevue qu'il m'avait donnée 25 ans après l'événement, il n'avait pas

décoléré et se demandait encore s'il n'aurait pas dû se lever et dénoncer sur-le-champ cette «insulte à toute la population francophone du Canada», quitte à briser le protocole. Même le Lord Chancelier d'Angleterre, venu spécialement pour l'occasion, avait eu l'élémentaire courtoisie de prononcer quelques mots en français. Dans le cas du juge en chef du Canada, on n'est plus dans le domaine de la courtoisie, mais de l'obligation.

Imaginerait-on un francophone unilingue à la Cour suprême, sous prétexte qu'il existe un excellent service de traduction? Évidemment non. Faudrait-il un interprète chaque fois que les juges se rencontrent? Si on ne se pose pas la question, c'est qu'on tient pour acquis que tous les juges maîtrisent l'anglais.

Quelqu'un, quelque part (le premier ministre), doit envoyer le message que pour certaines hautes fonctions de l'État fédéral, la connaissance des deux langues officielles fait partie de la liste des compétences de base, et non pas seulement des hobbies.

Pendant qu'on parle de langue, étonnamment, presque personne ne parle du processus de sélection et de confirmation des candidatures.

Jusqu'ici, le ministre de la Justice s'est contenté de dire

qu'il sera «ouvert et transparent». Mais il n'a pas confirmé qu'il reprendra le modèle créé par Irwin Cotler, au moment de remplacer le juge Major: le ministre, après consultations, avait soumis une liste d'un maximum de huit noms (six, en fait) à un comité formé de parlementaires et d'experts, qui en avait retenu trois. Au moment de choisir le candidat dans cette courte liste, le gouvernement avait changé, et les conservateurs avaient nommé Marshall Rothstein, à même cette liste. Jamais le processus n'avait été si transparent.

Autre première: une fois le candidat désigné, on l'a soumis à un interrogatoire devant un comité parlementaire. Le juge Rothstein s'était très bien tiré d'affaires, affichant un bon sens, une assurance dans sa compétence et un bon sens de l'humour. Les députés, de leur côté, avaient travaillé avec sérieux. Les craintes de dérives «à l'américaine», évoquées par le milieu juridique, ne se sont pas matérialisées. En fait, la crédibilité du processus a été renforcée.

Il devient évident qu'en 2008, même si les conservateurs ne l'ont pas confirmé, ces deux premières sont un minimum: on ne peut plus faire l'économie de cet exercice de transparence pour choisir des gens qui ont un impact si important sur la société canadienne.

COURRIEL  
Pour joindre notre chroniqueur: [yves.boisvert@lapresse.ca](mailto:yves.boisvert@lapresse.ca)

## QUESTION LINGUISTIQUE

# Pierre Curzi craint une crise sociale

JOCELYNE RICHER  
LA PRESSE CANADIENNE

QUEBEC — Le député péquiste Pierre Curzi brandit le spectre de tensions sociales accrues, si le gouvernement tarde à imposer le français comme langue d'usage au Québec. Selon lui, le meilleur moyen de ne pas voir le Québec sombrer dans le «démembrement social» consiste à donner du mordant à la loi 101 au plus tôt.

«C'est ce que j'appréhende le plus. C'est que si on n'agit pas efficacement, on va créer des problèmes qui peuvent s'amplifier», a fait valoir le député de Borduas, porte-parole de l'opposition péquiste en matière de langue, lors d'une longue entrevue à La Presse Canadienne.

«La langue commune permet peut-être d'éviter qu'il y ait un démembrement social lié à l'apparition de ghettos culturels avec tout ce qui s'ensuit», selon lui.

Aux yeux du député, la nou-

velle mouture de la Charte de la langue française promise par le PQ deviendra donc «l'outil du futur», en ce qui a trait à la cohésion sociale.

C'est du moins ce dont est persuadé Pierre Curzi, qui a accepté en entrevue de préciser le projet du Parti québécois visant à rédiger une super-loi 101, annoncé dans ses grandes lignes par le chef péquiste, Pauline Marois, le 27 avril dernier.

Si la première loi 101, il y a 30 ans, insistait beaucoup sur la langue d'affichage et la langue d'enseignement pour les enfants allophones, la suivante visera essentiellement deux objectifs: imposer l'apprentissage du français aux immigrants et imposer son usage dans toutes les entreprises, quelle que soit leur taille.

Si les règles du jeu sont claires, l'adoption d'une telle super-loi 101 ne créera pas de tollé au sein des différentes communautés du Québec, selon lui.



Le député péquiste Pierre Curzi indique que le projet de super-loi 101 que promet son parti visera à imposer l'apprentissage du français aux immigrants et son utilisation dans les entreprises.

PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE



Infiniti EX35 569\$/mois. Location 48 mois.<sup>1</sup>

Une offre facile à comprendre même pour les durs d'oreille

**INFINITI LAVAL**



INFINITI.

305, boul. Saint-Martin Est 450-668-1650 514-382-8550 [WWW.AUTOGOUEVERNEUR.COM](http://WWW.AUTOGOUEVERNEUR.COM)

<sup>1</sup> Acompte de 3411\$. Modèle E6SG78LP00 Ensemble Voyage Privilège. Paiement mensuel basé sur un kilométrage maximal de 96 000 km. Frais de kilométrage excédentaire de 0,15 \$ du kilomètre. Transport, préparation, immatriculations, taxe d'air climatisé et taxe sur les pneus en sus. Offre d'une durée limitée. Certaines conditions s'appliquent. Détails chez le concessionnaire.

## POLITIQUE



PHOTO RÉGIS DUVIGNAU, REUTERS

La gouverneure générale du Canada Michaëlle Jean souhaite bon voyage aux équipages de la Grande Traversée. La scène avait lieu jeudi dernier, à La Rochelle.

## MICHAËLLE JEAN EN FRANCE

## Les Français sont conquis

MICHEL DOLBEC  
LA PRESSE CANADIENNE

PARIS — Malgré la polémique qu'elle a provoquée au Québec, la visite en France de la gouverneure générale Michaëlle Jean a été pour elle un succès complet, tant sur le plan médiatique, politique que populaire.

Décrite dans la presse comme un « mélange élégant de Lady Diana et de Nelson Mandela », Michaëlle Jean, « désarmante de charme et de simplicité » avec son « port altier » et son « regard pétillant », a résolument séduit. Ce succès est d'abord le sien, mais le Canada en récolte les fruits, surtout après la déclaration d'amour que lui a adressée le président Sarkozy en Normandie, jeudi.

Décrite dans la presse comme un « mélange élégant de Lady Diana et de Nelson Mandela », Michaëlle Jean a résolument séduit.

Après s'être rendue à Paris, sur les plages du Débarquement et à La Rochelle pour le départ de la Grande Traversée, la gouverneure générale a conclu son séjour samedi à Bordeaux, en prenant part à une cérémonie de commémoration de l'abolition de l'esclavage, aux côtés du maire Alain Juppé.

À aucun moment la polémique qui a fait rage sur l'opportunité de sa présence au lancement des fêtes françaises du 400<sup>e</sup> n'a traversé l'Atlantique. Les Français, de toute manière, n'en auraient sans doute pas saisi tout le sel.

En revanche, ils ont découvert avec curiosité que le Canada avait une gouverneure générale chargée de représenter la

royale autorité d'Élisabeth II, une « pres-que reine » en somme (*Le Monde*), une « petite reine » (*Le Figaro*) ou encore une « reine de la diversité » (*Sud-Ouest*).

Pendant sa visite, Michaëlle Jean a eu droit à une couverture médiatique à rendre vert de jalousie n'importe quel premier ministre en visite officielle en France. Il faut dire qu'un « conte de fée » comme le sien, allié à « la beauté et l'intelligence » (*Le Monde*), sont nettement plus vendeurs que la rigidité d'un Stephen Harper, par exemple.

Ce succès médiatique s'est doublé d'un succès public. L'arrivée de la gouverneure générale à La Rochelle jeudi aux côtés de Ségolène Royal, pour le départ de la Grande Traversée, a ainsi donné lieu à une bousculade (et à une mêlée entre journaliste et gardes du corps) digne d'une star.

À Bordeaux, les représentants d'associations qu'elle a rencontrés vendredi dans un quartier « sensible » sont par ailleurs « tombés sous le charme », selon *Sud-Ouest*. Ça a aussi été le cas de la classe politique, Nicolas Sarkozy en tête.

Par sa chaleur, l'accueil qu'a reçu Michaëlle Jean a largement dépassé ce que le protocole exigeait. La chef de l'État canadien a eu droit à des rencontres au plus haut niveau, avec tapis rouge et passage en revue de la Garde républicaine.

Entre Michaëlle Jean et le chef de l'État français, qui lui a fait la bise à plusieurs reprises, le courant, à l'évidence, a passé. Nicolas Sarkozy en a profité pour dire que la France n'entendait plus opposer désormais « ses deux amitiés, ses deux fidélités » pour le Québec et le Canada, mais plutôt les « rassembler ». « Vous savez que nous, on est très proches du Québec, mais je vais vous le dire, on aime beaucoup le Canada aussi », a lancé le président.

## Les précieux conseils de D<sup>re</sup> Nadia, psychologue

Les Éditions LA PRESSE

Offerts en librairie et sur [librairie.cyberpresse.ca](http://librairie.cyberpresse.ca)

Nouveau : le volume n° 5, **C'est pas moi, c'est lui!**

Ne manquez pas  
D<sup>re</sup> Nadia, psychologue à domicile

Jeudi 19 h 30 et samedi 10 h

canal vie  
Ça fait partie de ma vie

0,9%

TAUX NOMINAL  
SUR MODÈLES  
SÉLECTIONNÉS\*

TAUX DE  
LOCATION

FINANCEMENT  
À L'ACHAT

JUSQU'À  
36 MOIS

JUSQU'À  
48 MOIS

OU

RABAIS\*  
COMPTANT  
À L'ACHAT

DE 2 500\$  
À 6 500\$

0\$

COMPTANT  
SUR TOUS LES MODÈLES



TL 08

PAIEMENT EN LOCATION  
SUR 48 MOIS

498\$<sup>†</sup> / MOIS

RDX 08  
TURBO

PAIEMENT EN LOCATION  
SUR 48 MOIS

538\$<sup>†</sup> / MOIS

MDX 08

PAIEMENT EN LOCATION  
SUR 48 MOIS

678\$<sup>†</sup> / MOIS

Modèle MDX  
Ensemble  
technologique  
illustré.

ACURA BROSSARD  
9100, boul. Taschereau  
Brossard  
450 659-1616

ACURA DE LAVAL  
2500, boul. Chomedey  
Laval  
450 682-4050

ACURA GABRIEL  
4648, boul. Saint-Jean  
Dollard-des-Ormeaux  
514 696-7777

LUCIANI ACURA  
4040, rue Jean-Talon O.  
Montréal  
514 340-1344

ACURA MÉTROPOLITAIN  
5625, boul. Métropolitain  
St-Léonard  
514 362-2872

ACURA PLUS  
255, boul. de la Seigneurie  
Blainville  
450 435-4455



PASSEPORT NON REQUIS

Pour information seulement: 8,0% À 0,9%

Taux effectif en vigueur, en considérant les rabais accordés aux clients qui achètent un véhicule en payant comptant. Le rabais comptant ne peut être combiné aux offres spéciales de financement ou de location.\*

ACURA  
DEVANT.

Visitez [acura.ca](http://acura.ca) dès aujourd'hui.

\* Taux effectif en vigueur, en considérant les rabais accordés aux clients qui achètent un véhicule en payant comptant. Offres de location et de financement d'une durée limitée sur tous les nouveaux véhicules Acura 2008 par l'entremise des Services Financiers Honda Inc. sur approbation de crédit. Le taux en location de 0,9% jusqu'à 36 mois est applicable sur le modèle TL 2008. Le taux en location jusqu'à 36 mois sur la gamme des modèles RDX et MDX 2008 est de 1,9%. Le taux en financement de 0,9% jusqu'à 48 mois est applicable sur le modèle TL 2008. Le taux en financement jusqu'à 48 mois sur la gamme des modèles RDX et MDX 2008 est de 1,9%. † Offres d'une durée limitée applicables à la location d'une nouvelle Acura TL 2008 (modèle UA6628J), Acura RDX 2008 (modèle TB1828JN) et Acura MDX 2008 (modèle YD2828JN) par le biais de Services Financiers Honda sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 48 mois s'élève à 498 \$/538 \$/678 \$. Les frais d'inscription au RDPRM, incluant les droits du registre, les frais de transport et d'inspection prélivraison de 1 825 \$/1 825 \$/1 855 \$, le paiement du premier mois et un dépôt de garantie de 0\$ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les taxes, frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement, ainsi que les droits sur pneus neufs sont en sus. Allocation de 96 000 kilomètres; frais de 0,15 \$/km excédentaire. Le concessionnaire peut louer à plus bas prix. Une commande d'un échange de la part du concessionnaire pourrait être nécessaire. \* Le rabais comptant de 2 500 \$/3 500 \$/4 500 \$/5 500 \$/6 500 \$ sont offerts aux clients qui paient comptant seulement sur les modèles Acura RDX 2008 (modèle TB1828JN)/(modèle TB1858KN) et les modèles Acura MDX 2008 (modèle YD2828JN)/(modèle YD2858KN)/(modèle YD2888KN). Le rabais comptant ne peut être combiné aux offres spéciales de financement ou de location. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Le concessionnaire peut avoir à commander ou à échanger un véhicule. Valable sur les véhicules en inventaire seulement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails.

EN BREF

Pas d'enquêtes sur les conjoints, dit Day

Le ministre de la Sécurité publique, Stockwell Day, soutient qu'il n'est pas nécessaire de mener des vérifications de sécurité sur les conjoints des ministres fédéraux, en dépit du scandale sur les fréquentations antérieures de son collègue Maxime Bernier. En entrevue à l'émission *Question Period*, diffusée au réseau CTV hier, M. Day a affirmé que la relation du ministre des Affaires étrangères avec Julie Couillard, qui a côtoyé pendant des années des motards criminels, ne pose aucune menace à la sécurité nationale. « Entrer dans la vie privée des épouses, des conjoints de tous les députés, je crois que c'est un peu excessif », a dit M. Day. Si on commence à (faire des vérifications sur) les épouses, les partenaires, il faudrait bien sûr inclure les enfants. Je crois que ça irait trop loin. »

Accès à l'information: les citoyens en dernier

Le commissaire fédéral à l'information changera de façon draconienne sa façon de traiter les

plaintes au sujet de l'accès à l'information, mais les nouvelles règles pourraient bien défavoriser les citoyens. À compter du 2 juin, la règle du « premier arrivé, premier servi » sera délaissée en faveur d'une méthode de tri, permettant à certaines plaintes d'être traitées en priorité. Ce changement vise à rattraper un grand retard causé par l'avalanche de plaintes reçues par les enquêteurs sur la façon dont les ministères répondent aux demandes d'accès à l'information. Certains cas restent ainsi en suspens pendant plus d'un an. Le commissaire Robert Marleau a parlé publiquement de donner la priorité aux parlementaires ou de prendre des décisions rapides dans les cas d'intérêt public ou les cas juridiques. Les nouvelles règles seront toutefois fixées derrière des portes closes. Elles seront formellement mises en place le 2 juin, après des consultations avec les ministères, mais sans avoir consulté les utilisateurs réguliers de la Loi sur l'accès à l'information.

Le Bloc en croisade

Parce que la fête des Mères est aussi celle des grand-mamans, Gilles Duceppe a visité une résidence pour personnes âgées de Montréal hier pour offrir des fleurs aux aînées, mais surtout pour

les sensibiliser au supplément de revenu garanti (SRG). Pas moins de 42 000 personnes âgées du Québec, qui ont droit au supplément de revenu garanti, en seraient privées, selon le chef bloquiste, parce qu'elles ignorent simplement l'existence du programme. Ceux qui peuvent toucher le SRG vivent sous le seuil de la pauvreté et figurent parmi les personnes les plus vulnérables de la société. Le Bloc québécois a déposé un projet de loi pour que les aînés admissibles au SRG y soient inscrits automatiquement et qu'ils aient droit à un remboursement rétroactif. Ainsi, les personnes âgées qui avaient droit au SRG depuis plusieurs années mais qui n'en savaient rien se verraient offrir ces sommes, une mesure que les bloquistes estiment à 3,2 milliards\$ pour l'ensemble du Canada et du Québec.

Charest inspire les conservateurs

Jean Charest et Stephen Harper sont tous les deux à la tête d'un gouvernement minoritaire, mais ils ne jouissent pas de la même cote de popularité. Lorsque le premier ministre du Québec sera à Ottawa cette semaine pour assister au Forum des politiques publiques, les conservateurs cher-

cheront sans doute à connaître le secret de son spectaculaire regain de popularité. Alors qu'il y a un an, plusieurs évoquaient la fin de la carrière politique de Jean Charest, les libéraux jouissent aujourd'hui d'un bon taux de satisfaction, selon de récents sondages. Le gouvernement a de plus évité toute controverse, se contentant de mesures populaires, comme bannir la malbouffe des écoles.

Taser: rapport censuré

La Gendarmerie royale du Canada (GRC) a fortement censuré le rapport portant sur la mort de Robert Dziekanski, causée par une arme Taser utilisée par un policier, document obtenu par La Presse Canadienne en vertu des dispositions de la Loi sur l'accès à l'information. Le nom et le grade de l'agent s'étant servi de l'arme Taser, le nom de son superviseur, des détails au sujet de la durée de l'incident de même que le nombre de fois que l'arme a été utilisée figurent parmi les informations absentes du rapport. Un résumé écrit de l'incident a été éliminé, tout comme un passage portant sur la possibilité que M. Dziekanski ait été armé ou non.

Inquiétante décision

Le médecin hygiéniste en chef de la Colombie-Britannique a estimé hier que la décision rendue par un tribunal de l'Ohio, qui a ordonné le retrait de toute référence à l'arme Taser dans les résultats d'autopsie, constituait une « ingérence épouvantable ». Le principal médecin légiste des États-Unis a de son côté jugé que la décision de la cour, rendue la semaine dernière, était « dangereusement proche de l'intimidation ». Toutefois, les responsables de l'enquête publique actuellement en cours en Colombie-Britannique sur l'utilisation de l'arme Taser ont indiqué que leur investigation se poursuivrait et que leurs conclusions ne seraient pas influencées.

Journée de l'infirmière

La Fédération de la santé du Québec profite de la Journée internationale de l'infirmière, qui a lieu aujourd'hui, pour déplorer l'état des conditions de travail des infirmières et infirmiers. Selon la Fédération, le ministre de la Santé, Philippe Couillard, « tarde à passer aux actes pour amener des solutions concrètes ».

ÉTUDE DE L'INDICE DE SATISFACTION FORD



FORD ESCAPE XLT 2008 À 4 CYLINDRES

UN EXCELLENT RAPPORT SÉRÉNITÉ/PRIX



**279\$** par mois  
Location 48 mois\*

Frais de transport et de préparation inclus

**0\$** DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Le VUS le plus vendu au pays pendant cinq années d'affilée\*\*

En ville : 10,3 L/100 km<sup>††</sup>  
Sur route : 7,7 L/100 km<sup>††</sup>

- AdvanceTrac® avec contrôle de stabilité antiretourneement exclusif
- 6 sacs gonflables
- Suspension à 4 roues indépendantes
- Jantes de 16 po en aluminium
- Antibrouillards
- Climatisation
- Prise audio auxiliaire
- Commandes au volant
- Système de surveillance de la pression des pneus
- Freins assistés aux 4 roues avec antiblocage

EDGE SEL 2008 À TRACTION INTÉGRALE



**369\$** par mois  
Location 48 mois\*

**0\$** de dépôt de sécurité  
Frais de transport et de préparation inclus

FOCUS S 2008



**189\$** par mois  
Location 48 mois\*

**0\$** de dépôt de sécurité  
Frais de transport et de préparation inclus



F-150 XTR 4X4 2008 À CABINE DOUBLE



**369\$** par mois  
Location 36 mois\*

**0\$** de mise de fonds  
**0\$** de dépôt de sécurité

Testez ces super offres chez votre concessionnaire Ford.



[ford.ca](http://ford.ca)



propulsée par vous

Photos à titre indicatif seulement. \* Première mensualité et mise de fonds de 2 995 \$ (Escape) et 4 995 \$ (Edge) exigées à la livraison. Mise de fonds de 2 995 \$ (Focus) et 4 995 \$ (Focus) exigées à la livraison. F-150 : mise de fonds de 1 250 \$ et taxe sur la climatisation exigées à la livraison. Des frais de 0,12 \$ le kilomètre après 60 000 kilomètres (Edge, Escape et Focus) et d'autres conditions s'appliquent. \*\* Années civiles 2003-2007, selon les données relatives aux ventes publiées par les constructeurs automobiles à la fin du mois de décembre. \*Catégorie : Petits VUS. Ces offres s'adressent à des particuliers sur approbation de Crédit Ford. Certaines conditions peuvent s'appliquer au programme de reconnaissance des diplômés. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Ces offres d'une durée limitée s'appliquent uniquement aux véhicules neufs en stock et peuvent être annulés en tout temps sans préavis. † La première mensualité, jusqu'à concurrence de 500 \$ (taxes non incluses), sera payée par Ford. Cette offre est valable à l'achat à crédit ou à la location d'une voiture Ford 2008 neuve (Focus, Fusion, Taurus et Mustang), excluant les Mustang Bullitt et Shelby GT 200-2008. Cette offre est en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> mai 2008 et le véhicule doit être livré ou commandé à l'usine avant le 30 juin 2008. Cette offre ne s'applique pas aux achats au comptant. Cette offre est valide uniquement chez les concessionnaires participants et seulement sur approbation de Crédit Ford. Des restrictions s'appliquent aux plans A, X, Z, D et F pour lesquels les clients doivent consulter leur concessionnaire. Cette offre ne peut être jumelée à l'assistance-compétitivité des prix (ACP), à la réduction de prix au gouvernement (PFG) ou à la location quotidienne, aux primes offertes aux parcs commerciaux ou au programme « Connexion commerciale ». Un maximum de 2 véhicules par client et par programme est autorisé. †† Selon les données de Ressources naturelles Canada (2006). Votre concessionnaire Ford peut louer moins cher. Tous les détails chez votre concessionnaire Ford.

PRISE DE SUPPLÉMENTS DE VITAMINE D

# Santé Canada révisera sa position

VIOLAINE BALLIVY

En prendre ou pas? Santé Canada révisera finalement sa position – critiquée – sur la prise de suppléments de vitamine D. La publication de plusieurs études sur les bienfaits de la vitamine soleil pour prévenir les cancers, notamment, a décidé l'organisme fédéral à commander une enquête pour l'automne.

Santé Canada ne dirigera les travaux de recherche, mais mettra plutôt à contribution l'Institute of Medicine's Food and Nutrition, un groupe d'experts basé à

Washington. «Ils sont spécialisés dans ce genre d'études. Nous étudierons leurs conclusions, et réviserons, s'il y a lieu, nos consignes ensuite», a confirmé hier Alastair Sinclair, porte-parole de l'organisme fédéral.

Santé Canada réplique ainsi aux critiques formulées par plusieurs experts au cours des derniers mois, alors que des études ont démontré un lien direct entre les taux de vitamine D dans le sang et le risque de développer un cancer de la prostate, du sein, ou colorectal, de souffrir d'une maladie car-

diacque ou de sclérose en plaque. Depuis 1997, Santé Canada recommande aux Canadiens d'en consommer l'équivalent de 200 unités internationales (UI). Des recherches suggèrent qu'il faudrait en absorber au moins cinq fois plus pour profiter pleinement des bienfaits de la vitamine soleil.

## Nouvelle bien accueillie

La nouvelle a été très bien accueillie par la Société canadienne du cancer, qui a été le premier organisme canadien à prendre officiellement posi-

tion sur la question. La Société encourage déjà depuis un an les personnes qui ont la peau foncée, âgées ou qui sortent peu à prendre quotidiennement des suppléments de 1000 UI de vitamine D. Pour les autres, cette recommandation est valable à l'hiver, quand le soleil se fait plus rare et le risque de carence plus élevé.

Depuis l'an dernier, la Société avait d'ailleurs fait des pressions sur Santé Canada pour qu'il lance une étude clinique à grande échelle qui pourrait préciser la quantité de vitamine D nécessaire

pour maximiser les bienfaits sur la santé et déterminer les risques à long terme, s'il y en a, de la prise de quantités importantes de cette vitamine. «Nous étions même prêts à financer en partie une étude de ce genre, alors c'est une très bonne nouvelle», a dit hier André Beaulieu, porte-parole de la Société.

La prise de vitamine D est le seul complément recommandé par la Société canadienne du cancer. Les Canadiens peuvent en faire le plein soit en s'exposant au soleil quelques minutes par jour, soit en consommant certains aliments, comme du lait. Toutefois, une étude menée par des chercheurs de l'Université de Toronto suggère que les risques de carence sont très élevés chez les Canadiens, particulièrement l'hiver, même chez ceux qui consomment la dose quotidienne recommandée par Santé Canada.



## Emménagez dans Un meilleur chez-soi de Bell.

### Déballez des services épatants.

Vous déménagez? C'est le moment idéal de vous installer dans Un meilleur chez-soi™ de Bell. Notre gamme de services, plus complète que jamais, comprend de nouvelles options pratiques. De plus, ne payez aucuns frais de connexion<sup>1</sup> pendant la saison des déménagements! Profitez de nos tarifs avantageux mois après mois, ainsi que d'une facture mensuelle unique pour tous vos services. Ça vous fait un souci de moins et une raison de plus de faire de votre maison Un meilleur chez-soi de Bell.

Abonnez-vous à la télé numérique et à Internet et obtenez 2 mois

gratuits

Assemblez le forfait qui convient à vos besoins:



Téléphonie résidentielle

à partir de  
**14<sup>95</sup>\$**  
/mois  
(avec un forfait)



Téléphonie résidentielle + Internet

à partir de  
**34<sup>90</sup>\$**  
/mois



Téléphonie résidentielle + Internet + Télé numérique

à partir de  
**60<sup>90</sup>\$**  
/mois<sup>2</sup>  
RVP inclus

Visitez un magasin Bell 310-BELL bell.ca/demenage





## ACTUALITÉS

## Manif ce soir avenue du Mont-Royal

Des commerçants sont furieux contre l'administration municipale

CATHERINE HANDFIELD

Tarifs des parcomètres trop élevés, contraventions trop nombreuses, places de stationnement menacées. Après les commerçants du boulevard Saint-Laurent, au tour de ceux de l'avenue du Mont-Royal de s'en prendre à la Ville de Montréal.

Des commerçants et des citoyens du Plateau-Mont-Royal manifesteront à 19h ce soir le long de l'avenue du Mont-Royal. Le but: se faire entendre de l'administration municipale.

«La Ville est en train de vider l'avenue du Mont-Royal», lance Ronald Roy, propriétaire du salon de coiffure Royal et organisateur de la manifestation. Mais si la population descend dans la rue, ça peut

faire la différence.» M. Roy veut dénoncer trois aspects qui, selon lui, chassent la clientèle de l'avenue du Mont-Royal. Les parcomètres à 2\$ l'heure, l'intransigeance des préposés aux stationnements, et le projet de condos sur pilotis.

« Quand j'ai appris que des places de stationnement devenaient des condos, je me suis senti blessé, démuni et agressé. » — Ronald Roy

« Quand j'ai appris que des places de stationnement devenaient des condos, je me suis senti blessé, démuni et agressé », dit-il. Rappelons qu'un promoteur négocie avec la Ville pour construire

des condos sur des terrains de stationnement publics à l'angle Mont-Royal et De Lanaudière.

La Société de développement de l'avenue du Mont-Royal appuie la démarche de Ronald Roy. «Il y a vraiment un désabusement au

sein du commerce de détail», indique le directeur général, Michel Depatie.

L'arrondissement du Plateau-Mont-Royal n'entend pas réagir aux plaintes. «Pour les condos, nous

n'avons pas le pouvoir d'annuler la transaction», rappelle le porte-parole de la mairesse, Marc Snyder. Ce dernier a indiqué que l'arrondissement n'avait pas l'intention de baisser le tarif des parcomètres.

Des commerçants interrogés hier étaient d'ailleurs en accord avec les tarifs en vigueur. «Avant, les propriétaires se stationnaient dans la rue toute la journée et ça bloquait des places pour les clients», souligne George Kelemджи, copropriétaire de la Bijouterie Diplomate.

Ronald Roy, qui a distribué près de 6000 invitations dans le quartier, s'attend à ce que des centaines, voir des milliers de personnes répondent à son appel.

## À vos pelles, pouces verts!

Les bancs de neige finissent à peine de fondre et le printemps vient tout juste de s'installer pour de bon. Mais le temps est tout de même venu de semer les potagers. «Tout le monde s'attendait à un retard de la période des semences, mais la neige a servi d'isolant. Le sol s'est réchauffé plus vite, et on peut planter au même moment qu'à l'habitude cette année», indique Dominique Pecqueur, chef du secteur horticoles de l'École d'agriculture de Nicolet. Et c'est quand, l'habitude? «Pour les potagers, on peut commencer à préparer les sols et à semer dès maintenant», indique la professeure. Elle conseille toutefois d'attendre à la fin du mois ou au début de juin pour les plants de tomates.

— Catherine Handfield



Berline Accord EX-L 2008 illustrée

En mai  
tout le monde est  
en Accord

## Accord LX manuelle 2008

Prix de location à partir de

338 \$\*

par mois/48 mois

0 \$

comptant

0 \$

dépôt de sécurité

Incluant  
96 000 km  
Transport et  
préparation inclus en  
location seulement

En plus

À l'achat ou à la location votre  
concessionnaire vous offre  
1 000 \$  
à utiliser à votre guise†

Concours  
Une Accord  
en cadeau!

Vous pourriez gagner en prix la location  
d'une Accord berline 2008.

1 tirage par semaine pendant 4 semaines

Du 5 au 30 mai 2008, faites l'essai d'une Accord  
et courez la chance de gagner la location pendant 12 mois.



HONDA  
VÉHICULES D'OCCASION  
Certifiés

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

Pour obtenir l'adresse d'un concessionnaire près de chez vous, visitez honda.ca ou composez le 1 888 9-HONDA-9.

QUI, ON A FAIT  
LE PLEIN

honda.ca

HONDA

\*Les offres de location-bail sont faites par Services Financiers Honda Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur le véhicule neuf 2008 mentionné ci-après. Période de location de 48 mois. Pour le véhicule, est (identifié a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant au terme de la location. Accord berline LX manuelle 2008 (modèle CP2538E) : a) 338 \$, b) 0 \$, c) 16 224 \$. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Photo à titre indicatif. La came-cadeau de 1000 \$ incluant les taxes est applicable à l'achat ou à la location sur tous les modèles Accord. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Valable seulement chez vos concessionnaires participants. Offre d'une durée limitée sujette à changement sans préavis par le manufacturier. Valable sur les véhicules en inventaire seulement.

Concours réservé aux personnes de 18 ans ou plus résidant au Québec et possédant un permis de conduire valide. Aucun achat requis. Limite d'une inscription par essai routier et par personne pour toute la durée du concours. Location de 12 mois d'une Accord berline 2008 LX (modèle CP2538E) à gagner par semaine pendant 4 semaines. Valeur approximative de 5000 \$. Un tirage sera effectué parmi tous les bulletins déposés chez les concessionnaires participants pour chacune des périodes suivantes : 1) du 5 au 7 mai, 2) du 8 au 14 mai, 3) du 15 au 21 mai, 4) du 22 au 30 mai. Le véhicule faisant l'objet du prix peut différer de celui illustré. Règlement disponible chez les concessionnaires participants. Date limite de participation : 30 mai 2008, à la fermeture.

ACTUALITÉS

# Les psychiatres menacent de sortir des prisons

**SOINS**

suite de la page A1

Et si rien ne change, les médecins pourraient cesser la prestation de services? «Certainement», nous a-t-il confirmé, indiquant que les psychiatres de l'hôpital Robert-Giffard, à Québec, avaient eux aussi cessé les services à plusieurs reprises à la prison d'Orsainville à cause de revendications semblables.

Plusieurs sources dénoncent le traitement «inhumain» des malades psychiatriques en prison, les «conditions de tiers-monde» qui prévalent dans ces infirmeries. Nous avons demandé à plusieurs reprises aux autorités des Services correctionnels l'autorisation de visiter les infirmeries. Notre demande a systématiquement été rejetée.

**Rénovations demandées**

Pour continuer à pratiquer en prison, les psychiatres réclament que soit totalement réaménagée l'aile F de la prison de Bordeaux, l'une des branches de l'étoile formée par les bâtiments du centre de détention. Cette aile abrite «l'infirmerie», où les conditions de vie sont terribles. Le bruit ambiant est assourdissant et les salles d'isolement, seuls lieux où les détenus peuvent avoir un peu de solitude, sont souvent monopolisées pour d'autres détenus jugés dangereux.

La prison effectue actuellement des travaux de 50 millions et pas un sou n'est prévu pour rénover l'aile F.

Les médecins veulent aussi pouvoir donner des formations en santé mentale aux gardiens qui travaillent dans les infirmeries. Ils réclament aussi des équipes qui effectueraient le suivi des patients à leur sortie du centre de détention, ainsi que des lits de transition. Et surtout, les médecins veulent avoir l'autorité totale sur les infirmeries, actuellement sous le contrôle des directeurs des centres de détention.

Depuis un an, des négociations sont en cours entre les ministères de la Sécurité publique et de la Santé pour faire passer les infirmeries sous le contrôle des services de santé. Mais ces négociations traînent et n'ont pour l'instant produit aucun résultat concret.

«On est conscients qu'il y a des problématiques et on est en discussion avec le ministère de la Santé pour les régler», affirme Réal Roussy, porte-parole des Services correctionnels du Québec.

**15% des détenus souffrent d'un trouble mental grave**

Une étude a démontré que 15% des détenus des prisons québécoises auraient besoin d'une assistance immédiate parce qu'ils souffrent d'un trouble mental grave. Seule la moitié est identifiée, c'est-à-dire qu'elle reçoit des médicaments. Ces patients ne bénéficient pas nécessairement d'un suivi psychiatrique, et personne ne sait s'ils prennent réellement leurs médicaments.

Ces malades sont d'ailleurs loin de se retrouver systématiquement dans les infirmeries: il n'y a que 35 places pour les malades à Bordeaux, pour 1113 détenus; 26 places à Rivière-des-Prairies, pour 598 détenus. Et il n'y a aucune infirmerie officielle pour les 171 détenus de Tanguay.

Plus souvent qu'autrement, les malades se retrouvent donc dans les unités régulières, où ils ont souvent la vie dure. Les autres détenus traitent sans ménagement ceux qu'ils appellent «les soupouces».

Pire encore, quand les détenus malades quittent la prison, ils n'ont aucun suivi psychiatrique. «Les itinérants arrivent sans papiers, sans médicaments et ils repartent pareil», résume une source. Dans le meilleur des cas, ils voient un psychiatre durant leur séjour. Les psychiatres voient revenir les mêmes personnes année après année. C'est complètement farfelu de dire à un itinérant qui sort: trouve-toi un psychiatre.»

Depuis 2000, deux détenus atteints de troubles mentaux ont perdu la vie dans les prisons québécoises. Une enquête du coroner, en 2001, avait ordonné qu'un meilleur maillage entre le réseau de la santé et des services correctionnels permette de donner des soins adéquats aux malades.

Puis, l'an dernier, un autre détenu atteint de troubles mentaux, Justin Scott St-Aubin, est décédé des suites d'une contention à la prison de Rivière-des-Prairies.

Une nouvelle enquête du coroner est en cours.



## MANIFESTES EN SÉRIE

UN PROJET DE SOCIÉTÉ EN 8 CHAPITRES DE HUGO LATULIPPE

MANIFESTE 5 SANTÉ  
SOIGNER LE PAYS

CE SOIR CANAL D  
21H

canald.com/manifestes

4:00

5:00

3554710A

# Les Justiciers masqués

Dès 15 h



Plus de hits, plus de fun!

Une station de radio **corus** QUÉBEC

**PISCINE**  **REPORTAGE PUBLICITAIRE**



**UN CAHIER SPÉCIAL PLEIN DE SOLEIL & JARDIN**

**LE JEUDI 15 MAI DANS LA PRESSE**

3551552



**Six clubs d'un coup!**

**Abonnements disponibles:**

**Réseau**  
6 clubs 2 025 \$  
5 clubs 1 775 \$

LACHUTE, ST-ANDRÉ, VICTORIEN, CHANTECLER ET RIVIERA  
3 clubs 1 150 \$

LACHUTE, ST-ANDRÉ ET VICTORIEN EN SEMAINE SEULEMENT

**Extra 6 clubs**  
Après 14 h : 825 \$  
Après 15 h : 575 \$  
Après 16 h : 395 \$

Pour plus de détails, consultez le site Internet

**JOIGNEZ LE GROUPE DE TÊTE ET FAITES SIX CLUBS D'UN COUP!**  
LE LACHUTE • LE RIVIERA • LE ST-ANDRÉ • LES ILES • LE VICTORIEN • LE CHANTECLER

**GroupeBeaudet.com 514.990.5833**

3557953A 3558293



3552973A

## LE TOUR DU GLOBE

ÉTATS-UNIS  
Les tornades font  
au moins 21 morts

Au moins 21 personnes ont été tuées et de nombreuses personnes blessées samedi lorsque des tornades particulièrement puissantes ont balayé le centre et le sud-est des États-Unis, ont annoncé hier les autorités locales et les médias. Les tornades, qui ont provoqué de sérieux dégâts matériels, ont fait 13 morts dans le Missouri, 7 morts dans l'Oklahoma, et 1 mort en Géorgie. Agence France-Presse

HAÏTI  
Plusieurs morts  
dans un naufrage

Le naufrage d'un ferry au nord de Port-au-Prince a provoqué la mort d'au moins une vingtaine de personnes samedi soir au large d'Haïti, ont annoncé hier des sources policières haïtiennes. «La police haïtienne et des Casques bleus de la mission de l'ONU en Haïti ont récupéré les corps d'une vingtaine de victimes. Les recherches se poursuivent», a déclaré à l'AFP l'inspecteur général de la police haïtienne, Fritz Jean. «Cinq enfants de 2 à 5 ans ont péri dans le naufrage», a indiqué le maire de Pestel, d'où était parti le bateau. Agence France-Presse

IRAK  
Le mur à Sadr  
City presque fini

Le général James M. Milano, adjoint du commandant des troupes américaines à Bagdad, a affirmé hier que la barrière de béton érigée par l'armée américaine à Sadr City est achevée à 80%. Le général a affirmé que le mur a contribué à réduire le niveau de violence dans la capitale et la reprise des activités économiques. En entamant les travaux de cet ouvrage, le commandement américain avait expliqué qu'il voulait empêcher l'infiltration de tireurs de roquettes à portée de la «zone verte». Agence France-Presse

SERBIE  
La coalition  
de Tadic en tête

La coalition pro-européenne du président Boris Tadic arrivait en tête hier soir des élections législatives en Serbie, avec 39% des voix, selon des résultats partiels cités par des observateurs indépendants. Mais elle devra se trouver des partenaires pour être en mesure de former le prochain gouvernement. La coalition «Pour une Serbie européenne», menée par le président pro-occidental Boris Tadic et son Parti démocrate (DS), devançait largement les ultranationalistes du Parti radical serbe (SRS) de Tomislav Nikolic, selon les observateurs. Associated Press

ESPAGNE  
18 morts  
dans un hôpital

Dix-huit personnes sont mortes en 20 mois d'une infection nosocomiale qui a touché 252 patients d'un important hôpital de Madrid, a assuré hier le quotidien espagnol *El País*. Ces morts ont été causées par la bactérie *Acinetobacter baumannii*, selon le quotidien, qui affirme que l'hôpital universitaire 12 de Octobre a mis 20 mois pour enrayer l'épidémie. Le directeur de l'hôpital, Joaquin Martínez, a nié hier que ces décès soient directement liés à la bactérie, expliquant qu'elle ne provoquait «pas la mort par elle-même». Agence France-Presse



PHOTO RAMZI HAIDAR. AGENCE FRANCE-PRESSE

Hier, les combats ont secoué la région sunnite de Tripoli, au nord du Liban, laissant sur leurs passages de nombreuses douilles, ramassées par des enfants.

## LIBAN

Les combats reprennent  
après une accalmie

THOMAS ABGRALL  
COLLABORATION SPÉCIALE

BEYROUTH — Alors que la journée de samedi avait marqué une relative accalmie, les combats sont repartis de plus belle hier dans tout le Liban. L'escalade porte à croire que rien, dorénavant, ne semble pouvoir arrêter la violence.

Hier, les combats ont d'abord commencé dans la région sunnite de Tripoli, au nord du Liban, avant que l'armée ne prenne le contrôle de la ville. Ils se sont ensuite poursuivis tout l'après-midi dans la montagne libanaise, dans une trentaine de localités de la région du Chouf.

Des combats très violents qui ont opposé deux factions druzes, celle de Talal Arslane, de l'opposition et celle de Walid Joublatt, figure emblématique de la majorité. Signe alarmant, les combattants ont pour la pre-

mière fois eu recours à l'artillerie lourde.

Et encore hier soir, malgré le cessez-le-feu décrété par les deux parties, les affrontements se poursuivaient. Depuis cinq jours, au moins 45 personnes sont mortes.

## Désobéissance civile

La capitale libanaise vivait, elle, dans une sorte de calme pesant. Les grappes d'hommes armés du Hezbollah et de son allié chiite Amal qui avaient pris Beyrouth-Ouest ont quitté leurs positions discrètement samedi dans la nuit.

Au fur et à mesure que les miliciens se retiraient, des camions ont déversé hier de la terre et des tas de pierres dans certains quartiers de Beyrouth-Ouest, afin de consolider leurs anciens barrages et de bloquer l'accès à certains axes, paralysant la route du port et de l'aéroport, dans le cadre d'une «campagne de désobéissance civile».

Des bandes d'adolescents ont pris position autour des amas de terre et faisaient des rondes pour se relayer. À proximité des barricades, se tenaient aussi des hommes en civil munis de talkie-walkie, dont l'identité ne faisait pas de mystère.

L'armée, forte de plus de 50 000 hommes, s'est déployée en masse dans certains quartiers où ont eu lieu les affrontements parmi les plus violents.

## Inquiétudes contre fierté

La tension était palpable dans les rues. «Nous ne nous sentons pas en sécurité, nous n'avons pas d'armes pour nous défendre, explique Fouad, étudiant de 22 ans. Nous n'avons jamais été dans le camp du Hezbollah, mais nous le respectons pour ses actions de résistance contre les Israéliens. Il a trahi son principe de ne pas retourner ses armes contre les Libanais.»

Même dans la partie chiite de

quartiers mixtes, la démonstration de force du Parti de Dieu inquiétait: «Les gens n'osent pas le dire, mais ils ne soutiennent pas tous ce qu'Amal et le Hezbollah ont fait. Ils ont lancé un cycle de violences qu'ils ne peuvent plus contrôler. Des civils en sont venus à mitrailler d'autres civils à un enterrement...» explique Jamil, petit commerçant d'une trentaine d'années.

Pour d'autres en revanche, le Hezbollah a restauré la fierté des chiites, qui ne participent plus au pouvoir depuis un an et demi: «Il faut parfois savoir aller au-delà de ses principes pour défendre sa cause. Il est temps de chasser ce gouvernement illégitime. Il a été tellement humilié qu'il n'est plus crédible pour diriger», estimait Nisrine, 52 ans. Malgré la désignation hier soir d'un médiateur de la Ligue arabe pour tenter d'entamer des négociations, rien ne semblait annoncer une amélioration de la situation.

## Après plus de six ans à Guantánamo

## Un caméraman d'Al-Jazira finalement libéré

JOONEED KHAN

Si la télévision satellitaire Al-Jazira forme un employé à manier la caméra, cela peut-il constituer un «entraînement terroriste»?

C'est l'une des allégations faites par les États-Unis contre Sami al-Hajj, le plus célèbre détenu de la prison secrète de Guantánamo qui vient d'être libéré après plus de six années sans avoir jamais été accusé de quoi que ce soit.

«Un réexamen de son cas en 2007 a allégué qu'il avait été formé au terrorisme», a dit son avocat, le Britannique Clive Stafford-Smith. «Mais le rapport dit en fait qu'il a été entraîné par Al-Jazira au maniement de la caméra», a-t-il ajouté.

Al-Hajj, un Soudanais de 32 ans, en pleine santé et père d'un nouveau-né, a été arrêté en décembre 2001 au Pakistan. Il est le seul journaliste d'un grand média détenu avec des «terroris-

tes suspects» sur la base militaire des États-Unis à Cuba.

Outre sa famille, Al-Jazira et le Soudan, des groupes comme le Committee to Protect Journalists et la Fédération internationale des journalistes réclamaient qu'il soit jugé ou libéré.

## Guerre de propagande

«Il était émacié et squelettique et ressemblait à un vieux de 80 ans quand il a été descendu d'avion à Khartoum», a dit son frère, Asim al-Hajj. Il a été placé sur une civière et hospitalisé.

Le Pentagone a affirmé qu'al-Hajj «n'a pas été libéré, mais transféré au Soudan», et il a choisi la Journée mondiale de la liberté d'expression pour le faire. Mais il a poursuivi la guerre de propagande en accusant le détenu «bien portant à son embarquement» d'avoir «exagéré sa faiblesse à sa descente d'avion».

Le Soudan a réfuté l'allégation.

«Al-Hajj était épuisé. Son rythme cardiaque et sa pression artérielle étaient bas. Dans la culture soudanaise, un homme ne flanche jamais devant ses proches», a dit le ministre de l'Information, Kamal Obeid.

«C'est ridicule», a dit Wadah Khanfar, patron d'Al-Jazira. «Cet homme gentil a été torturé pendant plus de six ans, il a été alimenté de force pendant une grève de la faim de 16 mois où il a perdu 20 kilos, et il a été enchaîné à son siège sur un vol qui a duré 20 heures. Ils devraient s'excuser et le dédommager», a-t-il dit.

## Al-Jazira ciblé

Dans des propos télévisés de son lit d'hôpital, al-Hajj a dit: «L'administration des États-Unis a violé toutes les valeurs humaines, morales et religieuses. Les rats ont droit à plus d'humanité que les détenus à Guantánamo.»

«J'ai subi 130 séances d'in-

terrogatoire. Ils voulaient que j'espionne Al-Jazira pour eux», a-t-il ajouté.

Les États-Unis ont bombardé les bureaux d'Al-Jazira à Kaboul en 2001 et à Bagdad en 2003. La chaîne leur avait transmis ses coordonnées dans les deux capitales, et Washington a parlé d'«erreurs». Mais le mémo révélé en 2006 d'une conversation entre Tony Blair et George W. Bush montre que celui-ci voulait bombarder le siège d'Al-Jazira au Qatar.

Al-Hajj a illustré la vie à Guantánamo dans des caricatures dont les autorités ont interdit la publication. L'avocat Stafford-Smith a pu en obtenir une description détaillée, et il les a fait reproduire par le caricaturiste britannique Lewis Peake. Elles sont sur le site web de Reprieve, un groupe voué à la défense des détenus de Guantánamo.

Avec Reuters, ABC News, Al-Jazira, Village Voice, Raw Story

# Dehors le Golf !

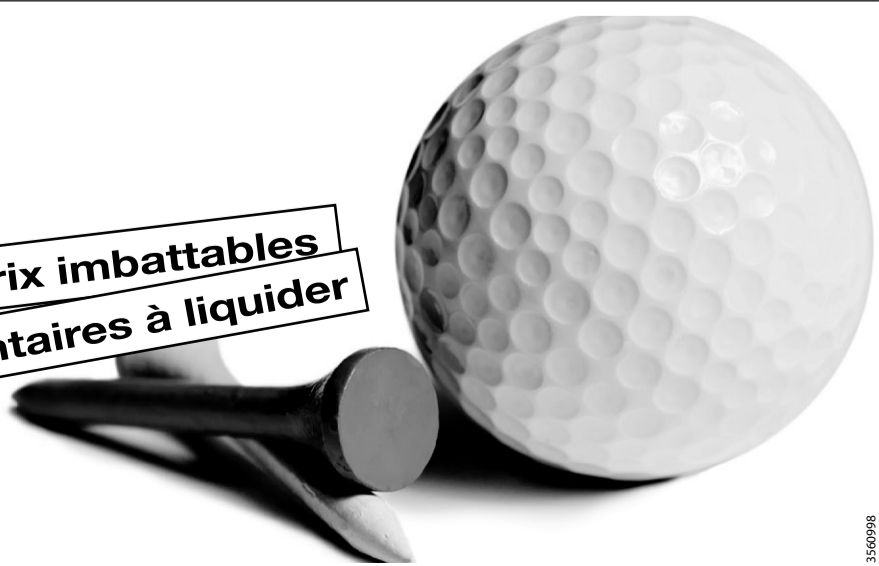
Oberson ferme son département de Golf

tout doit être vendu à des prix imbattables

500 000\$ d'inventaires à liquider

## OBERSON

1355 Boul. des Laurentides Laval 8025 Boul. Taschereau Brossard

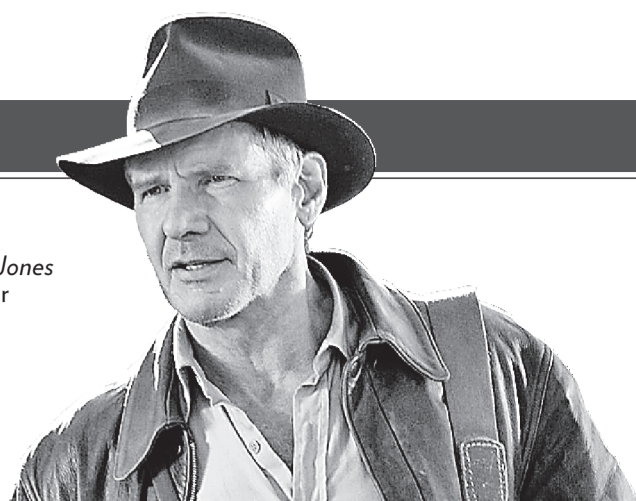


SUR CYBERPRESSE.CA

QUIZ
Testez vos connaissances sportives sur cyberpresse.ca/quizzsport

AUTO
Avant d'acheter, comparer les modèles des voitures sur monvolant.ca/comparaison

CINÉMA
Tout sur le nouveau Indiana Jones attendu en salle le 22 mai sur moncinema.ca/indiana



VIDÉO
L'humoriste Rachid Badouri répond à vos questions. Voyez la vidéo sur cyberpresse.ca/video

BIRMANIE
Le manque d'aide pourrait faire exploser le bilan

ASSOCIATED PRESS

RANGOON, Birmanie — L'aide entre au compte-gouttes en Birmanie. Faute d'eau potable et de mesures sanitaires d'urgence, le bilan du cyclone Nargis pourrait atteindre jusqu'à 1,5 million de morts, averti hier l'ONG britannique Oxfam, alors qu'un bateau transportant des produits de première nécessité pour les survivants faisait naufrage au large de Bogalay.

Comme pour compliquer encore la tâche des secours et des humanitaires, dont l'aide n'atteint que modestement le delta d'Irrawaddy, la région la plus dévastée, de fortes pluies sont prévues sur la Birmanie dans les prochaines semaines.

Le bateau à deux étages, qui a coulé tôt hier, a heurté un tronc d'arbre, a annoncé la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont c'était le premier arrivage dans la zone sinistrée. Parti de Rangoon, la plus grande ville du pays, à destination de Mawlamyinegyun, il avait à bord de l'aide pour plus d'un millier de survivants.

« C'est une grande perte pour la Croix-Rouge birmane et pour les personnes qui ont besoin d'aide de façon urgente », a commenté Aung Kyaw Htut, le coordinateur de la Croix-Rouge locale. Les quatre membres de l'équipage ont pu être secourus, mais comme l'a reconnu Michael Annear, responsable de la Croix-Rouge internationale à Rangoon, cet accident porte « un coup très dur » à l'organisation des secours, déjà critiquée pour sa lenteur. « En plus du retard pris dans l'acheminement de l'aide, nous devons à présent réévaluer la façon de la transporter », a-t-il expliqué, alors que la junte birmane continue de filtrer à l'extrême les secours venus de l'étranger.

Dans ce contexte dramatique, la télévision d'État a annoncé hier que 5000 décès supplémentaires avaient été comptabilisés, portant le bilan officiel à 28 458 morts, le nombre des disparus descendant à 33 416. Les ONG internationales s'accordent toutefois pour dire que le bilan réel du cyclone du 3 mai pourrait atteindre les 100 000 morts, les conditions de vie se détériorant chaque jour pour les survivants.

Quinze fois plus de morts

Plus alarmiste encore, l'organisation britannique Oxfam a averti que si l'aide d'urgence n'arrivait pas très prochainement dans les secteurs les plus touchés, il faudrait peut-être multiplier par 15 le bilan, ce qui porterait le nombre des morts à 1,5 million et résulterait en une catastrophe médicale. « Il est vraiment crucial que les gens aient accès à l'eau potable et à des installations sanitaires pour éviter des morts et des souffrances inutiles », a souligné Sarah Ireland, directrice régionale d'Oxfam, devant la presse à Bangkok.

Pour l'heure, la junte a empêché la plupart des travailleurs humanitaires étrangers d'entrer en territoire birman, affirmant être capable de distribuer l'aide promise par la communauté internationale. Pendant ce temps, les cargaisons de secours continuent de s'amasser à Rangoon et dans plusieurs pays, dans l'attente du feu vert des autorités.

L'aéroport de Rangoon, le plus grand de Birmanie, ne peut gérer que cinq vols par jour à l'arrivée, alors que, selon les estimations d'ONG, il en faudrait un par heure pour permettre l'acheminement de l'aide.

« La situation logistique est particulièrement problématique », a constaté cette organisation britannique dans un communiqué. « En résumé, ils ne disposent de d'un aéroport congestionné, d'équipements insuffisants pour faire face à un afflux de cargaisons, de peu de carburant et d'aucun camion. »

Scandale Olmert : Talansky confirme l'avoir financé

AGENCE FRANCE-PRESSE

JÉRUSALEM — L'homme d'affaires américain Morris Talansky a confirmé hier à la télévision israélienne avoir versé des contributions au premier ministre Ehud Olmert, utilisées par ce dernier pour ses campagnes électorales dans les années 90. « Olmert était le prince du Likoud

(droite). Il était respecté et je le respectais (...). Je suppose que les fonds que je lui ai versés étaient utilisés pour ses campagnes électorales », a déclaré M. Talansky à la Chaîne-10, dans sa première interview aux médias israéliens depuis l'annonce d'un nouveau scandale de corruption impliquant M. Olmert.

« Je n'avais jamais imaginé que c'était

mal et que cet argent était illégal, et je démens catégoriquement avoir eu à l'esprit de faire des affaires en Israël (ndlr: en contrepartie). C'est très loin de la vérité et cela ne m'a jamais traversé l'esprit », a-t-il ajouté. « J'appartiens à une génération qui se souvient de la Shoah, et qui considère que l'État d'Israël est un endroit où l'intégrité doit régner », a encore dit M. Talansky. Dans une annonce dramatique jeudi soir à la nation, M. Olmert a admis avoir reçu des contributions financières. Il est question de plusieurs centaines de milliers de dollars qui ont financé ses campagnes électorales pour la mairie de Jérusalem en 1993, ainsi qu'en 1998, 1999 et 2002, pour le parti Likoud.



L'AURA MD XE 4-CYL. 2008 DE SATURN À FAIBLE CONSOMMATION D'ESSENCE

GÉNÉREUSE



MODÈLE PRÉSENTÉ : AURA XR 2008 DE SATURN 31 270 \$ (PDSF)

COMME PAS UNE

Table with 3 columns: LOUEZ POUR 238 \$\*\*, TAUX DE LOCATION 1,1%\*\*, OU 0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT 60 MOIS.

\*\*LOCATION DE 48 MOIS, 2 800 \$ COMPTANT, 0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ, TRANSPORT INCLUS.

PDSF À PARTIR DE 24 240 \$

Table with 4 columns: OU LOUEZ POUR 298 \$\*\*, TAUX DE LOCATION 1,1%\*\*, 0 \$ COMPTANT\*\*, \*\*LOCATION DE 48 MOIS, 0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ, TRANSPORT INCLUS.

LA BERLINE SPORT INTERMÉDIAIRE AUX MULTIPLES CARACTÉRISTIQUES DE SÉRIE :

- Moteur 4 cyl., 2.4 L de 169 HP • AUT : 6.5 L / 100 km (43 MI/GAL)\*, VILLE : 9,6 L / 100 km (29 MI/GAL)\* Air climatisé • Glaces et verrouillage électriques • Télédverrouillage à distance • Régulateur de vitesse

EN PLUS DES CARACTÉRISTIQUES DE SÉRIE NON OFFERTES SUR LA CAMRY ET L'ACCORD :

- Roues de 17 po • Garantie limitée pendant 5 ans ou 160 000 km sur le groupe propulseur\* • OnStar® avec abonnement d'un an au plan de service Sain et sauf • Siège du conducteur à réglage électrique en deux sens avec support lombaire.

LA PROMESSE SATURN
GARANTIE LIMITÉE DE 5 ANS OU 160 000 KM SUR LE GROUPE PROPULSEUR\*
LE TRANSPORT DE COURTOISIE ET L'ASSISTANCE ROUTIÈRE\*
EXPERIENCE D'ACHAT SANS TRACES\* PRIVILEGE D'ECHANGE DE 30 JOURS\*

Votre vieille voiture vous donne droit à une récompense.
Obtenez un rabais de 750\$ sur un véhicule Saturn neuf admissible lorsque vous envoyez votre vieille voiture finir ses jours au ciel.
Visitez carheaven.ca ou votre détaillant Saturn pour plus d'information.V



Votre expérience commence à saturncanada.com



Table with 8 columns: Saturn Saab de Laval, Mondial Saturn Saab, Saturn Saab de Brossard, Saturn de Terrebonne, West Island Saturn Saab, Gravel Saturn Saab, Saturn de Blainville, Saturn Saab de l'Île-des-Sœurs

PROFITEZ DE VOTRE ÉTÉ... en TOUT TEMPS
Solariums Panovision
8'x8' 78\$ mois\*
zytco.ca • 1-800-361-9232

LOTO QUÉBEC
Résultats des tirages du : 2008-05-11
Quotidienne, Banco, Triplex, Astro, Extra

LOTO 649
Résultats des tirages du : 2008-05-10
GAGNANTS, LOTS, Ventos totales, Extra 2964100

NE MANQUEZ PAS LES CAPSULES
DÉS AUJOURD'HUI, 17H56 À TQS.

## FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trotter > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAUX

## La mauvaise bonne idée



mroy@lapresse.ca

MARIO ROY

La quantité d'éthanol-grain nécessaire pour faire le plein d'un véhicule utilitaire sport (VUS) suffirait à nourrir un homme pendant un an... Voilà le résultat de la course au biocarburant lancée par le psychodrame environnemental, encouragée par l'État et menée par l'entreprise. L'affaire va dresser les uns contre les autres 800 millions d'automobilistes et 800 millions d'affamés, prévient le Earth Policy Institute, une ONG américaine.

L'éthanol (comme les éoliennes et les ampoules fluocompactes, dont on commence aussi à voir les limites) était présenté par les écologistes comme une des solutions miracles au réchauffement climatique.

L'État s'en est évidemment mêlé. En 2007, les gouvernements de l'Union européenne et des États-Unis ont subventionné à hauteur de 13,2 milliards \$US la chaîne de production de l'éthanol.

Ainsi encouragées, les entreprises ont bondi. On a multiplié par 10 (de 8 à 80 milliards de litres) la production mondiale d'éthanol et de biodiesel entre 2000 et 2007. L'huile végétale abreuve aujourd'hui 45 % du parc automobile du Brésil. L'Indonésie a tant et si bien déboisé pour jardiner du carburant qu'elle est passée du 21<sup>e</sup> au 3<sup>e</sup> rang au palmarès des délinquants du carbone...

Un «crime contre l'humanité!» tonne l'onusien Jean Ziegler avec cette sorte d'hystérie qui, précisément, a été dans le passé fort mauvaise conseillère. Plus calmement,

## Des consommateurs paresseux?



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Selon John Murray, sous-gouverneur de la Banque du Canada, le fait que les prix de plusieurs biens de consommation restent plus élevés au Canada qu'aux États-Unis malgré la parité des deux devises s'explique en partie par la «paresse» des consommateurs canadiens.

Au cours d'une allocution prononcée à Ottawa la semaine dernière, M. Murray a souligné que les pressions des consommateurs avaient forcé les libraires et les concessionnaires automobiles à baisser le prix de leurs produits. Cela ne s'est pas produit dans le cas de plusieurs autres biens: «Il se peut que les petites frictions auxquelles le consommateur doit faire face soient assez importantes pour empêcher que l'effet du taux de change se fasse sentir. Ou peut-être que c'est relié à la paresse.»

Le mot «paresse» est mal choisi; on devrait plutôt parler d'impuissance. Le pouvoir des consommateurs dépend de l'information dont ils disposent et de leur capacité à choisir un produit plutôt qu'un autre. Dans le cas présent, ils sont pratiquement désarmés.

Pour ce qui est des livres, la comparaison des prix de part et d'autre de la frontière était très facile par le biais des sites internet des grandes chaînes. Dans le cas des automobiles, c'était un peu plus compliqué mais les écarts de prix considérables valaient bien l'effort.

Il faut souligner que, malgré la controverse, les prix des automobiles, s'ils ont baissé, restent beaucoup plus élevés au Canada que chez nos voisins du sud. Le relevé réalisé le

le patron de Nestlé, la plus grande firme alimentaire au monde, estime que l'attitude de Washington et de Bruxelles est «moralement inacceptable et irresponsable».

Le fait est qu'il s'agissait peut-être d'une mauvaise bonne idée. De sorte que l'on assiste maintenant à de très beaux efforts de rétropédalage.

Cette semaine, les législateurs américains et canadiens se pencheront sur le problème.

À Washington, les deux chambres du Congrès entendent soumettre un nouveau Farm Bill. Ce plan de 300 millions sur cinq ans est destiné à l'aide alimentaire domestique, mais il prévoit aussi une baisse de 12 % des subventions à l'éthanol-grain (le président George W. Bush est en désaccord).

À Ottawa débarque le projet de loi C-33 qui fixe à 5 % le seuil minimum de carburant renouvelable dans l'essence – au moment même où le Canada annonce l'octroi de 250 millions au Programme alimentaire mondial! Seul le Nouveau Parti démocratique était contre. Mais le Bloc québécois vient d'effectuer un spectaculaire demi-tour et exige maintenant un moratoire sur l'action gouvernementale en ce domaine.

Ce n'est pas une mauvaise idée. Mais il ne suffit pas de convenir de ne rien faire. Ainsi, l'avenir d'un éthanol «durable» semble résider dans sa version cellulosique, distillée à partir de végétaux non alimentaires ainsi que de déchets de la foresterie et de l'agriculture.

Le produit n'est pas au point: il faut y travailler.

Mais surtout, il faudra cette fois résister à la tentation – celle induite par les images de glaciers qui fondent et d'ours polaires qui nagent... – de se précipiter dans une nouvelle aventure «verte» sans en avoir bien évalué les conséquences.

mois dernier par le CAA révèle des écarts variant selon les modèles, mais se situant généralement dans l'ordre de plusieurs milliers de dollars. Dans le cas des écarts les plus substantiels, la tentation est forte pour le consommateur d'acheter aux États-Unis. Mais les manufacturiers multiplient les obstacles, comme en fait foi la mésaventure vécue par l'acheteuse d'une BMW, racontée la semaine dernière par notre collègue Stéphanie Grammond (*La Presse Affaires*, 4 mai).

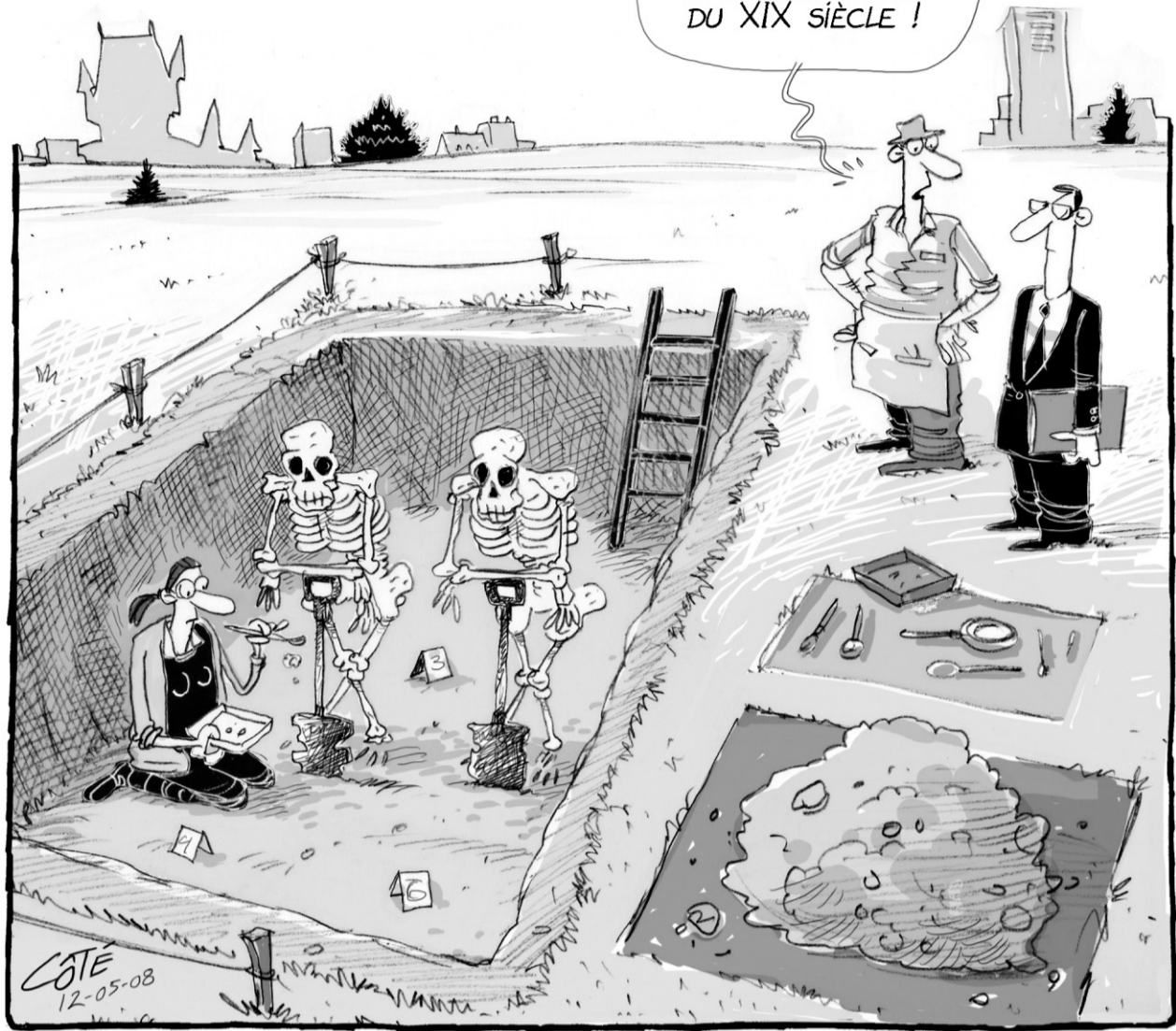
En septembre dernier, l'économiste Douglas Porter, du groupe BMO, a comparé le prix de plusieurs produits vendus au Canada et aux États-Unis; l'écart moyen était de 11 %. M. Porter n'a pas encore mis son étude à jour mais il se dit convaincu que si les écarts ont diminué, ils demeurent à un niveau que ne justifient pas les particularités de chaque marché.

Devant cet état de fait, le consommateur canadien ne peut pas faire grand-chose. La comparaison des prix n'est pas toujours facile à faire. Et même si l'écart est relativement important, il vaut rarement la peine de se rendre aux États-Unis pour économiser quelques centaines voire quelques dizaines de dollars.

La Banque du Canada pourrait donner un coup de pouce aux acheteurs canadiens en documentant le phénomène, ce qui s'inscrirait tout à fait dans son mandat de contrôle de l'inflation. D'autres groupes devraient prendre exemple sur le CAA et comparer systématiquement les prix des produits de leur secteur.

Enfin, à l'instar de M. Porter de BMO, les économistes joueraient un rôle utile en étudiant la question sous divers angles. Mieux les consommateurs seront informés, plus ils seront en mesure de faire jouer en leur faveur les lois du marché dont abusent aujourd'hui trop de commerçants.

## OSSEMENTS RETROUVÉS SUR LES PLAÎNES D'ABRAHAM



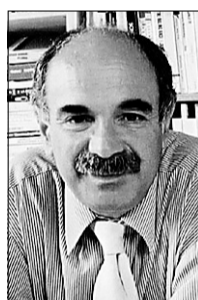
André-Philippe Côté, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

## PLANÈTE

## Soyons prudents!

Un boycott des JO de Pékin pourrait se retourner contre ceux-là même qu'il s'agit de soutenir



MICHEL WIEVIORKA  
 L'auteur est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, à Paris.

La violente répression qui frappe le Tibet n'est pas la seule entorse de la Chine aux droits de l'homme, et ce pays, qui pratique massivement la peine de mort, qui emprisonne ses contestataires et qui muselle l'expression est encore bien loin de ressembler à nos démocraties dites occidentales.

C'est pourquoi une idée fait très spontanément son chemin: pourquoi ne pas boycotter les Jeux olympiques de l'été prochain, complètement, ou partiellement (par exemple pour un chef d'État en ne participant pas à la cérémonie d'ouverture, pour un consommateur en n'achetant aucun produit mis en avant par les sponsors)?

Le calcul est simple, il consiste à placer les droits de l'homme et la démocratie avant tout, quitte à y perdre en matière économique – car chacun sait que la Chine est suffisamment bien placée sur les marchés pour pouvoir rétorquer sur ce terrain –, quitte aussi à priver les sportifs du monde entier des JO, ce moment exceptionnel pour eux, et auquel ils se préparent de longue date.

Mais cette stratégie est-elle la bonne? Déjà, la controverse fait rage, et de nombreux arguments sont mis en avant pour défendre la Chine et sa politique, notamment à propos de l'histoire et de la sociologie du Tibet. Les uns rappellent que ce pays fait partie intégrante de la Chine depuis 700 ans – le Canada n'existait pas! – d'autres évoquent des relations troubles avec le nazisme. D'autres encore s'interrogent sur le type de société que pourrait promouvoir un Tibet indépendant, religieux, anti-moderne à certains égards, et alors oppressant pour bien des individus et des groupes.

## Droits de l'homme

Ce raisonnement, qui tente d'exonérer la Chine de certaines de ses responsabilités, ou qui minimise ses torts au Tibet, est



PHOTO REUTERS

Brandir l'hypothèse du boycott, c'est prendre le risque de renforcer massivement les tendances autoritaires du pouvoir.

difficilement recevable pour qui accorde un primat absolu aux valeurs des droits de l'homme et de la démocratie. Un autre raisonnement, peu présent dans le débat public, mérite d'être par contre pris au sérieux. Il consiste à examiner les implications d'un boycott sur la vie sociale et politique chinoise.

Et ici, la réponse est claire: toute menace provenant de l'Occident et allant en ce sens raidit le pouvoir, et en même temps soude derrière lui la population chinoise par nationalisme. Le récit national chinois ne laisse aucune place aux arguments des pro-Tibétains, et en jouant sur la fibre nationaliste, le parti-État est assuré de se renforcer, et encouragé dans ses pires penchants.

Autrement dit, brandir l'hypothèse du boycott, c'est prendre le risque de renforcer massivement les tendances autoritaires du pouvoir, au détriment des droits de l'homme en général, et au Tibet en particulier.

Dans l'histoire récente, certains boycotts ont eu un impact positif, par exemple celui de sportifs et de consommateurs à l'encontre de l'Afrique du Sud de l'Apartheid. Des tentatives, par contre, ont vite échoué, le plus souvent parce qu'elles étaient contre-productives.

Ainsi, l'idée de boycotter la Pologne à la suite du coup de force du Général Jaruzelski (le 13 décembre 1981), un moment envisagée à l'Ouest, a été finalement repoussée, car elle aurait isolé encore plus les acteurs démocratiques, les intellectuels, les syndicalistes de Solidarnosc déjà poussés à la clandestinité.

Il n'est pas acceptable que le peuple tibétain soit traité violemment, et nous devons soutenir tout ce qui peut renforcer la démocratie dans l'immense empire chinois. Mais nous devons inventer des manières de faire efficaces, et responsables, et ne pas nous faire plaisir par des appels qui peuvent finalement se retourner contre ceux-là même qu'il s'agit de soutenir.



CHAPLEAU EN LIGNE!  
www.cyberpresse.ca/edito



# FORUM

# Le temps de déposer les armes

Devant les perspectives quasi nulles d'une victoire de la souveraineté et les effets pervers d'un débat qui tourne en rond, les souverainistes doivent accepter d'abandonner le combat dans la forme qu'il prend depuis 40 ans



**ALAIN DUBUC**  
*Nous vous présentons des extraits du nouveau livre de notre chroniqueur Alain Dubuc, « À mes amis souverainistes »,*

*en librairie à la fin de la semaine aux Éditions Voix parallèles.*

Des enjeux importants confrontent le Québec. Cela annonce des virages difficiles, qui vont demander beaucoup d'énergie et la plus grande cohésion possible. Les efforts pour donner au Québec son élan et pour combler ses retards méritent de devenir la priorité des priorités. Et la chose est assez urgente pour que l'on s'engage sur ce chemin le plus rapidement possible.

Ce constat, avec lequel pas mal de gens seront d'accord, me permet de mettre la table pour ce qui est le véritable propos de ce livre. Vous m'avez sans doute vu venir avec mes skis. Les perspectives quasi nulles d'une victoire de la souveraineté, les effets pervers d'un débat qui tourne en rond, l'ampleur des défis que nous devons relever m'amènent à une grande conclusion, que je transforme en proposition, en demande à mes amis souverainistes.

Ce que je suggère, c'est que les souverainistes, et plus particulièrement ceux du Parti québécois, cessent de faire de la souveraineté leur objectif premier, qu'ils défendent les intérêts du Québec d'une autre façon, avec d'autres objectifs. Le temps est venu pour les souverainistes de déposer les armes, d'abandonner le combat dans la forme qu'il prend depuis 40 ans, de modifier le programme de leur parti pour l'ajuster à la réalité politique.

Je pense sincèrement que c'est la meilleure chose qui pourrait arriver au Québec à ce stade très précis de son histoire, mais aussi que c'est la meilleure voie à suivre pour des souverainistes sincères et raisonnables, épris du Québec, mais réalistes. S'ils croient au Québec et s'ils veulent le faire progresser, c'est la stratégie la plus porteuse.

Pour un souverainiste inconditionnel, une telle proposition serait tout à fait inacceptable, surtout quand il verra de qui elle provient. Mais ce n'est pas à ces souverainistes-là que je m'adresse. Je parle à tous ceux, et ils sont nombreux, qui doutent, qui sont fatigués, que cette idée a effleurés, qui se posent la question. Même s'ils ne sont pas prêts à faire le saut.



PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

« Ce que je suggère, c'est que les souverainistes, et plus particulièrement ceux du Parti québécois, cessent de faire de la souveraineté leur objectif premier, qu'ils défendent les intérêts du Québec d'une autre façon, avec d'autres objectifs. »

Je suis tout à fait conscient du fait qu'il y a quelque chose d'injuste dans cette proposition. Pourquoi ce serait aux souverainistes de faire les frais de l'impasse? Je suis aussi conscient du difficile cheminement qu'elle impose. Mais je ne crois pas que cette proposition soit disproportionnée par rapport aux enjeux. (...)

**Le plus difficile, dans un tel processus de transformation, ce n'est pas le virage politique, mais plutôt le virage psychologique.**

Entendons-nous. Il ne s'agit pas de réclamer une apostasie, de vouloir que les péquistes renient ce à quoi ils croient, qu'ils deviennent libéraux ou qu'ils militent dans le camp du Non. Le fait d'accepter de ne plus se battre pour la souveraineté ne doit pas empêcher un péquiste de croire et d'affirmer que c'est, à son avis, la meilleure

solution, le plus beau projet, un rêve merveilleux, tout en reconnaissant que la réalité politique et sociale québécoise le rend impossible et doit le forcer à écarter cette solution. Rien n'empêche un souverainiste de rester souverainiste.

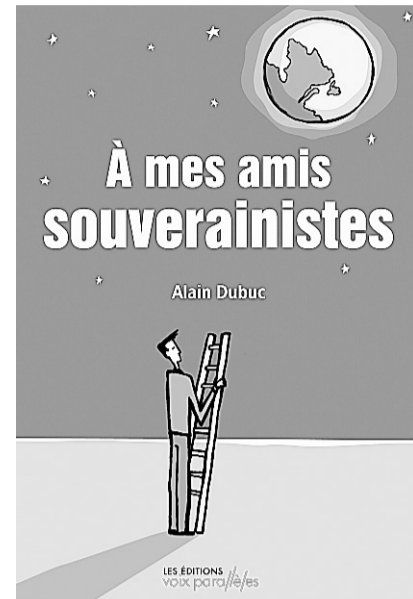
De façon concrète, cela exigerait néanmoins une autre modification de l'article 1, pour le clarifier et sortir du flou actuel. Ce pourrait

être une formulation qui, sans renier la souveraineté, affirme par exemple que le Parti, tout en estimant que la souveraineté est la meilleure voie pour le Québec, la définit comme un objectif très lointain qui se fera peut-être un jour si les Québécois en manifestent le désir; autrement dit, définir la souveraineté non pas comme

un objectif immédiat ni comme la finalité de la stratégie politique, mais comme une façon de voir le Québec, d'exprimer l'existence de la nation.

Mieux encore, ce pourrait être une redéfinition du concept même de la souveraineté, une démarche qui me paraîtrait plus limpide et plus cohérente. Admettre que le projet de pays peut prendre d'autres formes que la souveraineté. Et de miser carrément sur une forme d'affirmation en phase avec le sentiment très majoritaire au Québec en faveur d'une démarche autonomiste.

C'est cela qui constituerait, pour le Parti québécois, le véritable blairisme, un virage semblable à celui qu'on fait les social-démocraties d'Europe du Nord. Pas devenir un parti fédéraliste, mais définir la souveraineté autrement qu'à travers l'indépendance et une rupture avec le Canada que les Québécois ne veulent pas. Les partis sociodémocrates d'Europe ont carrément



abandonné la social-démocratie telle qu'ils la pratiquaient. Ils se réclament toujours de cet idéal et tentent de l'exprimer d'une autre façon.

Le plus difficile, dans un tel processus de transformation, ce n'est pas le virage politique, mais plutôt le virage psychologique. L'admission que c'est fini, qu'il faut faire autre chose. D'appeler un chat un chat. Mais aussi d'adopter une stratégie qui revient à une forme d'affirmation nationale.

Ce serait, il faut le dire, une façon de renouer avec la démarche que René Lévesque avait épousée dans les dernières années de son gouvernement et celle qu'avait proposée Pierre Marc Johnson. Et donc de se réinsérer dans une tradition bien établie au sein de ce courant. Mais c'est une stratégie que les militants du Parti québécois ont honnie, qu'ils ont rejetée, qu'ils ont dénoncée. C'est donc un virage qui, aussi logique soit-il, serait difficile pour une organisation aussi rigide.

À mon avis, bien des souverainistes en sont là. Ils sont à divers stades du processus qui les amènera à accepter l'impasse et à sortir du déni. C'est un processus complexe qui comporte, après le déni, une période de deuil. Il y a un stade où on est souverainiste moins par conviction que par habitude – c'est tout aussi vrai pour les fédéralistes – parce qu'on ne sait pas comment être quelque chose d'autre, parce qu'on a peur du vide.

Où peut aller un souverainiste qui veut délaisser la souveraineté, que peut-il faire? Il n'a pas d'espace politique, à moins de voter sans enthousiasme pour l'ADQ, ce qui fait qu'un grand nombre de souverainistes qui ne croient plus à l'option ont tendance à désertier la vie politique, à se détacher, faute de lieu d'expression. Ces démissions comportent un coût collectif, car on perd leur contribution précieuse. (...)

# Une autre Révolution tranquille...

(...) Il y a un plan secret dans la démarche que je propose. Mais ce n'est pas celui qu'on pense. Mon projet, en formulant des arguments pour convaincre des souverainistes de délaisser leur option, ce n'est pas d'assurer une victoire sans combat du fédéralisme, la consécration du statu quo, le triomphe du manger mou constitutionnel.

Nous savons tous que le fédéralisme n'a pas réussi à s'imposer dans la tête et le cœur des Québécois. Mon projet consiste à tenter de mettre de côté le combat des souverainistes qui ne mène nulle part pour le remplacer par un autre combat qui nous mènerait plus loin.

L'abandon du combat pour l'indépendance représenterait très certainement un grand sacrifice pour les souverainistes. Ce serait également un défi pour l'ensemble des Québécois. La mise en veilleuse de cette option constituerait un choc culturel pour tout le monde. L'entrée dans l'ère post-souverai-

niste créerait un vide qu'il faudra combler. Le succès du courant souverainiste illustre l'existence d'un malaise et l'expression d'un besoin auxquels il faut répondre.

**Il s'agit de redéfinir les termes du débat national en fonction de ce que le Québec a réussi, de ce qu'il veut, de ce qu'il peut.**

Il y a aussi un risque que le reste du Canada croie, à tort, que l'effondrement de la menace séparatiste signifie que la question québécoise est résolue.

Ce n'est donc pas une démission collective que je souhaite, mais un changement de paradigme, un virage plus profond, une rupture avec un débat politique dont les paramètres ont été déterminés il

y a 40 ans. Il faut continuer à se poser la question de l'avenir du Québec, mais dans des termes résolument différents.

Dans les chapitres précédents, j'en suis venu à souhaiter l'avènement d'une seconde Révolution tranquille qui serait animée par le même dynamisme et la même audace que la Révolution tranquille des années 60, et qui permettrait de compléter le travail de la première.

Cette révolution économique et sociale est vouée à l'échec si nous n'entreprenons pas aussi une autre révolution, celle-là de nature politique. Ce sont les vaches sacrées de notre pensée politique qui constituent les principaux freins au changement. Il s'agit de redéfinir les termes du débat national, non pas en fonction de ce que le Québec était, mais en fonction de ce qu'il a réussi, de ce qu'il veut, de ce qu'il peut.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

L'ex-premier ministre du Canada, Pierre Elliott Trudeau, et l'ex-premier ministre du Québec, René Lévesque, photographiés au cours d'une conférence fédérale-provinciale en 1990.

**POUR NOUS JOINDRE** La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

**VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?** Écrivez-nous à [nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

RÉDACTION (514) 285-7070  
[commentaires@lapresse.ca](mailto:commentaires@lapresse.ca)

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
[cyberpresse.ca/abonnement](http://cyberpresse.ca/abonnement)

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
[petitesannonces@lapresse.ca](mailto:petitesannonces@lapresse.ca)

**VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?** [forum@lapresse.ca](mailto:forum@lapresse.ca)

DÉCÈS (514) 285-6816  
[deces@lapresse.ca](mailto:deces@lapresse.ca)

CARRIÈRES (514) 285-7320  
[carrieres@lapresse.ca](mailto:carrieres@lapresse.ca)

PUBLICITÉ (514) 285-6931

